



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2776  
15 octobre 2021  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



## **Prix et profits augmentent**

# **Il faut augmenter les salaires et les pensions!**

**Burkina Faso**  
**Les assassins  
de Sankara**  
Page 8

**Salariés en lutte**  
**Transdev, SNV,  
Renault, H&M...**  
Pages 11 à 16

**Le camp des travailleurs**  
**Nathalie Arthaud  
en meeting**  
Pages 6 et 7

**Leur société**

- Plan Macron : investissement public et dividendes privés 3
- Magie : transformer la sueur en or 3
- Embauche : une prétendue crise et son utilisation 3
- Medef : salaires et retraites dans le viseur 4
- Chômage : un travailleur sur cinq inscrit à Pôle Emploi 4
- Prime aux chômeurs : surtout une aide au patronat 4
- Rien de neuf à l'Horizons 4
- Secret de la confession : le séparatisme de l'Église 5
- Tests anti-Covid non remboursés : face ils gagnent, pile on perd 5
- Darmanin : la chasse aux migrants continue 5
- Pandora papers : nouvelles révélations, vieilles pratiques 16
- Sommet Afrique-France : une nouvelle recette déjà rance 16
- Arrestations, le vrai message de Macron aux Africains 16

**Présidentielle**

- Le 9 octobre à la Mutualité 6
- Pour une campagne militante 7

**Dans le monde**

- Burkina Faso : assassinat de Sankara en 1987, l'impérialisme français impliqué 8
- Prix alimentaires : un système d'affameurs 8
- Multinationales : un impôt mirage 8
- Espagne : le parasitisme des capitalistes de l'énergie 9
- États-Unis : céréales enrichies et salariés appauvris 9

**Il y a 60 ans**

- 17 octobre 1961 à Paris : des centaines d'Algériens assassinés par la police 10

**Dans les entreprises**

- Antilles : manifestations contre les sanctions 11
- La grève continue à ArcelorMittal 11
- SNV - Orne 11
- Psychologie-psychiatrie : vol au-dessus d'un nid de coucou 11
- Transdev - région parisienne 12
- CFA et GRETA Nouvelle-Aquitaine 12
- SNCF - Paris Nord 12
- Automobile 13
- CGI - Bordeaux 13
- Mayenne : mobilisation massive pour l'hôpital public 14
- Hôpital psychiatrique Fleury-les-Aubrais 14
- Grenoble : enfants handicapés, familles et salariés maltraités 14
- Site Arkema Pierre-Bénite 14
- H&M - Le Bourget 15
- H&M : pratiques douteuses tous azimuts 15

**Agenda**

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

# Hausse des prix : non à l'amputation des salaires et des pensions !

L'augmentation brutale des prix des carburants, du gaz et de l'électricité plonge de nombreux travailleurs dans l'angoisse. Et pour cause ! Payer 10 à 20 euros de plus à chaque plein d'essence ou sur ses factures d'énergie nécessite de grands sacrifices quand on a déjà du mal à boucler les fins de mois.

Cette flambée des prix survient alors que les salaires sont bloqués depuis des années et que nous sommes confrontés à une offensive générale du patronat pour les baisser : baisse ou disparition de primes ; heures supplémentaires non majorées par la magie des compteurs d'heures...

Et puis il y a le chômage partiel, prolongé à la suite des pénuries de matières premières dans nombre d'entreprises, et donc des centaines de milliers de salariés qui n'ont pas touché une paye entière depuis un an et demi.

Cette situation ne peut plus durer ! Il faut une augmentation générale des salaires de base ! Il faut remonter le smic qui condamne plusieurs millions de salariés à la pauvreté, à commencer par ceux forcés de travailler à temps partiel. Et il faut le paiement intégral du salaire, même en cas de chômage partiel, car le loyer et les factures ne peuvent pas être payés un jour sur deux !

Dans l'hôtellerie-restauration, le gouvernement reconnaît lui-même que « *les salaires trop bas expliquent le problème de recrutement* ». Le même problème se pose dans bien d'autres secteurs, de la santé, du nettoyage, de l'aide à domicile ou du commerce. Il se posera tant que les salaires et les conditions de travail proposés ne permettront pas aux salariés de se loger convenablement, de se déplacer, de payer les frais de garde, etc.

Et puisque l'inflation redevient un problème très sérieux, il faut remettre sur la table la question de l'indexation des salaires sur l'inflation. Le gouvernement fait diversion avec son chèque énergie et le pseudo-blocage du prix du gaz, alors que l'on a déjà subi une hausse de près de 60% sur l'année. Et le pire, c'est que l'augmentation n'est que reportée dans le temps et que l'État nous fera aussi payer les intérêts de l'emprunt qu'il va contracter pour payer le manque à gagner d'Engie !

En fait, nous sommes menacés d'une augmentation des prix qui va bien au-delà des prix de l'énergie. Le coût du transport par conteneur a été multiplié par sept ou huit. Les céréales ont

augmenté de 30% en un an, le blé de 40%. La pénurie de certains matériaux, comme l'acier, le cuivre, le bois ou le papier, fait aussi grimper les prix. Tout converge pour que ces hausses se répercutent sur tous les produits, y compris sur les denrées alimentaires ou encore le papier toilette.

Il faut que les salaires augmentent au rythme des prix que l'on mesure en faisant le plein d'essence et en remplissant son chariot. Concrètement, cette indexation signifie que l'indemnité kilométrique, versée aux salariés qui n'ont pas d'autre solution que d'utiliser leur voiture pour travailler, doit être immédiatement augmentée en proportion de la hausse du carburant.

Aujourd'hui, campagne électorale oblige, tous les politiciens font mine de se préoccuper des salaires. Les uns promettent des primes payées par l'État, les autres des augmentations de salaire contrebalancées par des exonérations de cotisations. Autrement dit, on prendrait dans la poche des travailleurs en tant que contribuables, de quoi les augmenter ! C'est de l'escroquerie.

Revendiquer de vraies augmentations de salaire, ce n'est pas demander l'aumône, c'est réclamer notre dû. Les travailleurs produisent toutes les richesses, y compris les profits qui sont en nette hausse. Eh bien, ces profits devraient servir d'abord aux salaires, aux emplois et aux conditions de travail. Les profits augmentent ? Les salaires peuvent et doivent augmenter !

Ce ne sont pas des discussions de salon entre ministres et patronat, et encore moins des promesses de campagne électorale qui feront décoller les salaires mais des luttes déterminées de l'ensemble des travailleurs, pour un objectif commun à tous : des salaires, des pensions et des allocations qui permettent de vivre.

Les augmentations de salaire conséquentes ont toujours été arrachées au patronat par des grèves massives et contagieuses. Ce fut le cas lors de la grève générale de 1936, et celle de mai 1968 qui a conduit jusqu'à 30% d'augmentation du salaire minimum. C'est parce que les travailleurs ont su se faire craindre du patronat qu'il a fini par délier les cordons de la bourse. Il n'y a jamais eu de sauveur suprême pour les travailleurs, et pas même pour obtenir des augmentations de salaire. Cela fait partie des combats qui sont devant nous !

Nathalie Arthaud



## Plan Macron: investissement public et dividendes privés

Macron a annoncé un plan de 30 milliards d'euros sur cinq ans pour soutenir « l'innovation et la compétitivité industrielle. »

Cinq ans après son slogan de campagne électorale visant à faire de la France la « start-up nation », il s'avère que celle-ci semble justement être restée dans les starting-blocks, puisque Macron parle d'un déficit de croissance et de désindustrialisation du pays. Mais, peu avare de slogans, il promet cette fois de faire de la France « une grande nation d'innovation » par un plan d'investissements massifs dans l'automobile électrique, la décarbonation, les transports du futur ou encore l'énergie nucléaire.

À vrai dire, les tenants du capitalisme ne cessent de répéter que « les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain ». Comme les profits des grands groupes du CAC 40

sont historiquement hauts, avec 60 milliards d'euros rien qu'au premier semestre 2021, on s'attendrait donc à ce qu'ils financent ces fameux investissements, générateurs de croissance et de bonheur retrouvé.

Mais non, les 30 milliards d'investissements promis en cinq ans ne proviendront pas du privé mais de l'argent public. Car justement les profits d'aujourd'hui vont surtout aux... dividendes d'aujourd'hui et les capitalistes n'ont aucune envie d'immobiliser leurs capitaux en vue d'une rentabilité hypothétique et à long terme.

À vrai dire, si les capitalistes sont capables de mettre la main à la poche, ce n'est pas pour déboursier mais pour encaisser une grande partie de ces



30 milliards qui s'ajoutent à la longue liste des cadeaux et subventions en tout genre que l'État leur déverse généreusement sous les prétextes les plus variés depuis des décennies.

En économie comme en politique, décidément, l'innovation n'est pas le fort des capitalistes et de leurs serviteurs.

Christian Bernac

## Magie: transformer la sueur en or

Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée à l'Industrie, a exalté la joie d'être un ouvrier de production. Car, selon elle, il peut se dire, jour après jour, que sa vie « n'est pas une punition, c'est pour le pays, c'est pour la magie ».

Cette déclaration fracassante faite devant un parterre patronal s'appuie sans doute sur une connaissance brève, mais intime, de la condition ouvrière acquise lors de son passage à la direction de Faurecia, de 2011 à 2013, entre deux postes dans la haute administration. Dans les usines de cet équipementier automobile, la magie a en effet opéré et opère encore.

Le 18 novembre 2009, un ouvrier de 38 ans est mort en travaillant sur une presse, le crâne traversé par une tige métallique, à l'usine de Flers, dans l'Orne. Le 23 juin 2011, un cariste a été tué, enfourché, à Saint-Nicolas-de-Redon,

en Loire-Atlantique. Le 28 septembre 2015, un intérimaire a eu la main écrasée par sa presse à l'usine de Marckolsheim, en Alsace. Le 22 juin 2016, un ouvrier de l'usine de Saint-Quentin, dans l'Aisne, a eu le crâne défoncé et un œil emporté par une pièce qui a sauté de sa presse. La liste, limitée aux usines françaises du groupe Faurecia, n'est pas exhaustive.

Il est toutefois exact que, dans le même temps, la magie chère à Agnès Pannier-Runacher a fonctionné: le travail des ouvriers s'est mué en dividendes des actionnaires.

Paul Galois

## AGENDA

### Fêtes régionales de Lutte ouvrière



#### Besançon

Samedi 16 octobre  
de 15 heures à 24 heures  
Salle de la Malcombe  
avec Nathalie Arthaud

#### Dijon

Dimanche 17 octobre  
à partir de 11 h 30  
à Longvic  
avec Nathalie Arthaud

#### Reims

Dimanche 24 octobre  
de 11 heures à 20 heures  
Salle des Phéniciens  
(Châtillons)  
avec Nathalie Arthaud

#### Grenoble

Samedi 6 novembre  
à partir de 15 heures  
Salle des Fêtes  
d'Échirolles  
avec Nathalie Arthaud

#### Bordeaux

Samedi 6 novembre  
de 11 heures à 19 heures  
Salle Son-Tay  
avec Jean-Pierre Mercier

#### Rouen-Oissel

Samedi 13 novembre  
de 16 heures à minuit  
Palais des Congrès  
14, avenue Saint-Julien  
à Oissel  
avec Nathalie Arthaud

#### Compiègne

Samedi 13 novembre  
à partir de 16 heures  
Salle des Fêtes de  
Margny-lès-Compiègne

#### Strasbourg Neudorf

Dimanche 14 novembre  
à partir de 11 heures  
Foyer - 23, rue du Lazaret

## Embauche: une prétendue crise et son utilisation

Il ne se passe pas de semaine sans qu'on entende la petite musique gouvernementale, relayée par les médias, évoquant ces secteurs qui ne parviendraient pas à recruter alors qu'il y a tant de chômeurs.

Après l'hôtellerie, la restauration et le bâtiment, c'est le patronat du secteur du transport routier qui s'inquiète. Il manquerait 40 000 à 50 000 salariés selon la Fédération nationale des transports routiers (FNTR).

« Nous avons fait une enquête [...] pour savoir s'ils [les adhérents du syndicat patronal du transport routier] recrutent aujourd'hui et s'ils ont des difficultés de recrutement. Les taux de réponse sont: 19% des entreprises ayant répondu recrutent sans difficultés contre 44% d'entre elles qui recrutent avec des difficultés », a déclaré Eric Chevée, vice-président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).

« Pour trouver des chauffeurs, il faudrait déjà les payer convenablement », a répondu Patrice Clos, le secrétaire général de la Fédération des transports Force ouvrière et chauffeur durant vingt ans. Et d'ajouter que « autrefois, le coefficient 150, cela voulait dire une fois et demie le smic... Depuis 2004, le patronat n'a pas cessé de dévaluer les salaires.

Le chauffeur qui fait le plein d'heures supplémentaires gagne 2 000 euros net, plus quelques frais remboursés ».

Cela intervient dans le contexte des attaques contre les droits des chômeurs avec la réforme de l'allocation chômage. Macron l'a justifiée en affirmant qu'il ne faudrait pas gagner plus au chômage qu'à travailler. Le site officiel Vie publique fait état d'une étude de la Dares sur les difficultés de recrutement, publiée le

1<sup>er</sup> octobre 2021, qui met en avant, entre autres causes, les « revenus de remplacement (chômage, minima sociaux) trop peu incitatifs à la reprise d'emploi ». On ne peut être plus clair.

Cette propagande orchestrée par le pouvoir pour le plus grand bonheur du patronat est une pression pour que les travailleurs acceptent n'importe quel travail payé à n'importe quel salaire. Elle vise aussi à diviser les travailleurs entre eux, entre ceux qui sont au chômage et ceux qui, pourrait-on dire, ne le sont pas encore.

Aline Rétesse



## Medef: salaires et retraites dans le viseur

C'est une liste d'injonctions que le président du Medef, Roux de Bézieux, livre à la connaissance du gouvernement et des candidats à l'Élysée, dans son interview au quotidien *Les Echos* du 11 octobre. Les exigences d'attaques anti-ouvrières alternent avec quelques satisfecit quant aux cadeaux déjà faits aux patrons.

Comme le budget 2022 est sur la table, il ne faut pas perdre cette occasion de rappeler qui est le patron, de tancer le gouvernement au sujet de « cette occasion manquée pour la baisse des dépenses ». Les aides aux entreprises versées pendant la crise n'ont pas déplu à Roux de Bézieux ni à ses pairs, mais il s'agit à présent de fermer le robinet des « dépenses de fonctionnement »,

qui selon lui continuent à croître. Il faudra donc restreindre les salaires des territoriaux, des soignants, des enseignants, l'entretien des écoles, des prisons, l'embauche dans les hôpitaux, les tribunaux, etc. En revanche, il faudrait « financer notamment des investissements favorisant la transition énergétique », autrement dit fournir aux nombreux capitalistes reconvertis sur

ce créneau des aides et des marchés tout cuits. Le budget n'étant pas extensible, le choix de Roux de Bézieux est donc vite fait.

Le patron du Medef veut également pouvoir réduire les dépenses énergétiques des entreprises, et concède un bon point au gouvernement sur la « stabilité fiscale », autrement dit les multiples dégrèvements de taxes et d'impôts dont celles-ci ont déjà bénéficié. Une baisse de l'impôt sur les sociétés, l'IS, qui porte sur les profits et va prochainement descendre à 25 % pour les plus grosses sociétés, ne lui semble même pas nécessaire, dit-il, grand seigneur.

Il est vrai que nombre de ses semblables savent bien comment dissimuler les bénéfices... En revanche, Roux de Bézieux réclame de nouvelles réductions des impôts de production, qui rapportent trois fois plus à l'État que l'IS. Mais, bien que déjà réduits au détriment des communes qu'ils alimentaient, ils sont d'entrée de jeu à défalquer des comptabilités patronales.

Et surtout, comme c'est le travail qui rapporte aux patrons bien décidés à le payer le moins cher possible, le représentant du Medef avertit que « si des hausses de salaires se généralisent, ce ne sera pas soutenable pour

*l'ensemble de l'économie* », en clair pour les patrons. Et puisque, vu de sa fenêtre, « on ne peut pas dire que les conditions de travail se soient brutalement dégradées depuis la crise sanitaire », « il est évident qu'il faudra travailler plus ». Autant le dire franchement, il est « acceptable politiquement, pour le moment, [...] de reculer l'âge de départ à la retraite à 64 ans, mais ce ne peut être qu'une étape ».

Les travailleurs des chaînes de production, des hôpitaux, des Ehpad, de l'aide à la personne apprécieront cette déclaration de guerre.

**Viviane Lafont**

## Chômage: un travailleur sur cinq est inscrit à Pôle emploi

« Baisse historique du taux de chômage » selon *Le Parisien*, « En forte baisse, le chômage retrouve son niveau de 2008 » selon BFM, de nombreux médias ont de façon indécente, relayé la fable d'une baisse historique du taux de chômage.

En réalité, les statistiques de l'Insee à l'origine de cette campagne notaient une stabilité au deuxième trimestre 2021 à 8 % de la population active et espéraient une baisse à 7,6 % d'ici la fin de l'année. Piètre diminution alors que l'économie sort des restrictions sanitaires et d'une baisse historique de l'activité. Mais ces statistiques, loin de l'éclairer, sont destinées à travestir la réalité: le cancer du chômage ne cesse de progresser.

Pôle emploi ne quantifie pas plus fidèlement le chômage puisque, privés

d'indemnités, de nombreux sans-emploi ne voient pas l'intérêt de s'y inscrire. Mais, malgré cette réserve, la comptabilisation en temps réel des entrées et des sorties par Pôle emploi produit des chiffres accablants. Au deuxième trimestre 2021, en métropole et outre-mer, l'organisme recense 6,7 millions de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues. Au premier trimestre 2020, au début de la pandémie, 6,4 millions étaient recensés, soit une progression de 300 000. En ramenant ce chiffre à l'ensemble de la

population active et en capacité de travailler, estimée par l'Insee à un peu plus de 30 millions, cela signifie que plus de 20 %, soit un actif sur cinq, est inscrit à Pôle emploi. Il s'agit bien d'un record, triste record en vérité.

En ne comptabilisant que les chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire sans emploi et immédiatement disponibles, l'évolution est tout aussi désastreuse. En France métropolitaine, 3,5 millions de chômeurs sont recensés, un chiffre en hausse de 200 000 par rapport au début 2020 et de 1,5 million par rapport à 2008.

Le comble est sans doute que, dans le cercle des politiciens et journalistes de la bourgeoisie, la mode est



THIBAUD DURAND REUTERS CONNECT

de s'interroger gravement: le niveau de chômage n'est-il pas incompressible et somme toute naturel?

Il est en tout cas inhérent à un système capitaliste qui a largement dépassé la date

de péremption. Et il appartient aux travailleurs, avec ou sans emploi, de le mettre au compost de l'histoire et de répartir le travail et les richesses entre tous.

**Christian Bernac**

## Prime aux chômeurs: surtout une aide au patronat

La ministre du Travail, Élisabeth Borne, a annoncé qu'une prime de 1 000 euros allait être versée à certains chômeurs de longue durée.

Mais, quand on y regarde de plus près, il s'agit au fond encore d'une aide au patronat.

Cette prime ne sera donnée qu'aux chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an et en

formation « dans les métiers qui recrutent », pour reprendre les termes de la ministre, comme l'hôtellerie, la restauration ou le bâtiment. Il faudra même que les chômeurs concernés aient une promesse d'embauche s'ils

veulent y avoir droit. Et la prime leur sera versée moitié au début de la formation et moitié à la fin.

En fait, dans ces secteurs où les salaires sont très bas, parfois en-dessous du smic, et où le patronat se plaint de ne pas trouver suffisamment de réponses à ses offres d'emploi, le gouvernement lui

donne un coup de main sous forme d'une prime à l'embauche payée par l'État. C'est une manière de faire passer la pilule des bas salaires sans mettre du tout à contribution les employeurs.

Dans ces secteurs, si certains petits patrons ont des difficultés, on compte aussi des grands

groupes richissimes: les chaînes de la restauration comme McDonald's, de l'hôtellerie comme Accor, ou des géants comme Vinci ou Bouygues dans le bâtiment. Prendre sur les profits de ceux-là permettrait de créer des emplois et d'augmenter les salaires, y compris dans les plus petites entreprises.

**Pierre Royan**

## Rien de neuf à l'Horizons

L'ex-Premier ministre Édouard Philippe fonde un nouveau parti baptisé Horizons. Il roule cette fois pour Macron mais vise la présidentielle de

2027. Dans sa feuille de route, il propose la retraite à 67 ans et des réductions d'effectifs dans la fonction publique. Pas besoin de

jumelles pour voir qu'il s'agit d'un horizon dégagé pour le patronat. Espérons qu'il sera obscurci par les luttes des travailleurs.



## Tests anti-Covid non remboursés : face ils gagnent, pile on perd

**Le gouvernement a décidé la fin du remboursement des tests anti-Covid pour les adultes non vaccinés n'ayant pas de restriction médicale. À partir du 15 octobre, ceux d'entre eux qui voudront se faire tester devront payer 44 euros pour un PCR et entre 22 et 30 euros pour un antigénique.**

Les travailleurs des restaurants ou des lieux imposant le passe sanitaire aux usagers sont dans l'obligation de fournir à leur employeur un passe sanitaire. Le déremboursement des tests est donc le moyen de faire pression sur ceux qui refusent de se faire vacciner.

Dorénavant, ces travailleurs devront payer deux tests successifs, à 25 euros pièce en pharmacie (test antigénique), pour être couverts toute une semaine. Cela revient à déboursier 200 euros pour le mois. Avec

un test PCR, c'est le double. Dans les milieux populaires, où l'on subit déjà les hausses de prix et la faiblesse des salaires, des indemnités et des pensions, payer un test se fera aux dépens d'autres dépenses nécessaires ou ne se fera pas.

C'est en invoquant l'urgence sanitaire que le gouvernement avait décidé le remboursement intégral des tests par la Sécurité sociale sans besoin d'ordonnance. En apparence, ce choix défendait l'intérêt collectif, mais dans une société

capitaliste, cette politique défendait surtout les profits des grands groupes. Les fabricants des machines à tester, des réactifs et des tiges pour les prélèvements, comme le groupe suisse Roche ou le groupe français BioMérieux, les grands laboratoires d'analyses comme Eurofins ou Synlab, ont été les grands gagnants de cette politique. Les tests étaient remboursés 73,59 euros alors qu'ils coûtaient 40 à 45 euros, ce qui rendait très rentable l'investissement dans les machines à tester et l'activité de prélèvement. Depuis, Eurofins est entré au CAC 40, le cours de l'action s'est envolé de 83% depuis le début de l'année. Les dirigeants annoncent que les revenus directement liés



au Covid s'élèvent à 750 millions d'euros.

Dorénavant, le gouvernement trouve que les remboursements sont trop coûteux. Il annonce un coût de 6,2 milliards d'euros pour la Sécurité sociale. Pour le Premier ministre, Jean Castex, « il n'est plus légitime de payer des tests de confort à outrance aux frais des contribuables. »

Ce sont effectivement les

travailleurs qui, par leurs cotisations, ont payé ces tests. Mais s'ils sont victimes de quelqu'un, ce n'est certainement pas de ceux qui ne veulent pas se faire vacciner. Ils sont victimes de la rapacité de grands groupes qui se sont enrichis avec les tests et de la politique d'un gouvernement qui a servi leurs intérêts.

**Joséphine Sina**

## Secret de la confession : le séparatisme de l'Église

**Après la publication de l'accablant rapport sur les abus sexuels massifs commis pendant des décennies au sein de l'Église catholique, le chef des évêques de France a justifié le long silence de son institution en déclarant que « le secret de la confession est plus fort que les lois de la république ».**

Devant le tollé provoqué, il a précisé que les curés ou leurs supérieurs bénéficient du secret professionnel, tout comme les médecins ou les avocats. À ses yeux, cela justifierait qu'ils ne dénoncent pas les crimes avoués par leurs ouailles dans le secret du confessionnal. Le fait est que les lois républicaines, invoquées du matin au soir par des politiques pour fustiger le séparatisme supposé des musulmans ou d'une fraction d'entre eux, reconnaissent explicitement un tel secret professionnel au clergé catholique. Sous cette forme volontairement provocatrice, le patron des évêques a voulu rappeler que l'Église catholique était au-dessus des lois communes.

Au lendemain de la publication d'un rapport qui accuse cette Église d'avoir couvert 3000 prêtres ayant commis quelque 300 000 agressions sexuelles de mineurs en soixante-dix ans, il y a de quoi choquer. Du coup, le ministre de l'Intérieur et des cultes s'est senti obligé de convoquer ce monsieur « pour un entretien ». Gérard Darmanin y a mis les formes. Il n'a pas envoyé la police arrêter spectaculairement ce personnage

« radicalisé », ni envisagé de fermer administrativement les locaux ecclésiastiques dans lesquels ces crimes pédophiles ont été commis. On imagine la campagne qui se serait déchaînée dans le pays si un porte-parole des musulmans de France avait déclaré les lois de Dieu « au-dessus de celles de la république » !

Au sein même de cette république dont les représentants ne cessent d'invoquer la laïcité, l'Église catholique a du poids et veut qu'on le sache. Malgré la loi de 1905, dite de séparation de l'Église et de l'État, les communes sont tenues de financer l'entretien des églises et l'État finance l'enseignement privé, essentiellement catholique, à plus de 80%. Par l'influence de ses dignitaires, par les multiples associations qu'elle contrôle, par ses réseaux occultes ou pas, l'Église catholique pèse, au sommet, dans toutes les institutions de l'État, l'armée, la justice, l'Éducation nationale, et les dirigeants politiques l'acceptent. Ce n'est pas la révélation de « quelques » crimes qui empêchera le chef des évêques de le rappeler.

**Xavier Lachau**

## Darmanin : la chasse aux migrants continue

**Après un déplacement en Grèce dans l'île de Samos, le ministre de l'Intérieur Darmanin a fait l'éloge, le 11 octobre, du « modèle grec » de contrôle des réfugiés, en l'occurrence un camp d'enregistrement sécurisé.**

Le camp en question, inauguré il y a quelques semaines, est composé de baraquements neufs, pas surpeuplés, ou du moins pas encore, ni sordides comme les précédents, mais il est totalement clos, cerné de barbelés, de miradors et de caméras. Les habitants ne peuvent en sortir que de 8 heures à 20 heures à condition de présenter leurs empreintes digitales et un badge électronique au portail magnétique de l'entrée. Les ONG, dont Amnesty international, ont déjà dénoncé les difficultés qu'auront les migrants à atteindre les services de demande d'asile, sans compter cette façon de

les considérer d'entrée de jeu comme des criminels, sous surveillance constante.

Mais justement, ce qui plaît à Darmanin est « ce camp impressionnant [qui] permet aux Grecs de bien tenir leurs frontières ». Certes le gouvernement grec, très à droite, fait tout ce qu'il peut pour « tenir » ses frontières, y compris par le refoulement violent et illégal des migrants le long de la frontière terrestre avec la Turquie, près du fleuve Evros, ou en pleine mer avec l'aide des garde-côtes de Frontex, l'agence européenne de surveillance. Darmanin et le ministre de l'Intérieur grec, issu d'un parti d'extrême

droite, sont tout à fait sur la même longueur d'ondes.

La seule différence, c'est que Darmanin, comme ses collègues des pays européens les plus riches, délègue aux pays du sud, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et Malte, la responsabilité de renforcer les frontières extérieures de l'Europe, moyennant finances. Ce sera, a-t-il affirmé, « la priorité de la France, qui exercera la présidence semestrielle de l'Europe à partir de janvier ».

Blinder les frontières, élever des murs, bloquer ceux qui fuient la misère et la guerre, telle est l'obsession de Darmanin et du gouvernement, sous prétexte de sécurité : c'est absurde et odieux mais, en période électorale, cela peut aussi rapporter des voix.

**Sylvie Maréchal**



Le nouveau camp de Samos, fermé et entouré de barbelés.



# NATHALIE ARTHAUD

**LE CAMP DES TRAVAILLEURS**

**lutte ouvrière**

## Le 9 octobre à la Mutualité

Le meeting de Nathalie Arthaud, samedi 9 octobre, a rassemblé 1 500 personnes dans une salle de la Mutualité bien pleine et très chaleureuse, marquant le début d'une campagne présidentielle sous le signe du « camp des travailleurs ». Et ce sont bien des travailleurs et des militants qui ont introduit le meeting : Josefa Torres, technicienne de laboratoire chez Sanofi à Vitry-sur-Seine ; Louise Fève, cheminote à Strasbourg ; Claire Rocher, infirmière au CHU de Dijon ; Éric Pecqueur, ouvrier à l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord ; et Isabelle Bonnet, enseignante en lycée professionnel à Marseille, suivis par Jean-Pierre Mercier, ouvrier à l'usine PSA de Poissy, et enfin Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.



### Jean-Pierre Mercier : «Le patronat veut nous ramener des décennies en arrière»

Notre classe sociale est immensément nombreuse. Elle est diverse, elle est riche de tous les talents, de toutes les compétences dont la société a besoin pour fonctionner. Rien qu'à l'usine de PSA à Poissy où je travaille, il y a des dizaines de métiers différents, ouvriers de fabrication, caristes, ouvriers professionnels, électriciens, contrôleurs qualité, maintenanciers, peintres, techniciens, ingénieurs mais aussi comptables, infirmières, femmes de ménage, cuisiniers, pompiers...

Ça en dit long sur la capacité des travailleurs à faire tourner une entreprise aussi grande, aussi complexe qu'une usine automobile. Et si les travailleurs pouvaient consacrer ne serait que 10% de cette compétence à construire leur propre organisation, le rapport de force avec le patronat leur serait bien plus favorable. Et, surtout, s'ils étaient organisés, ils pourraient peser sur la vie politique du pays pour faire prévaloir leurs intérêts.

Mais dans cette entreprise comme dans toutes les autres, le patron, comme tous les patrons, essaye de transformer cette diversité en division, en oppositions. Il joue pour cela sur le fait que certains sont en CDI, d'autres en contrat pro, en intérim. Si la majorité d'entre nous est encore sous contrat PSA, d'autres, de plus en plus nombreux, travaillent pour des sous-traitants et sont même intérimaires pour ces sous-traitants.

Mais, quel que soit leur statut, leur contrat, tous connaissent la même exploitation. Beaucoup y ont laissé une partie de leur santé. Tous usent leurs muscles et leurs articulations de la même façon, et les maladies musculosquelettiques, les tendinites, quand elles vous frappent, elles ne vous demandent pas si vous êtes en CDI ou en intérim. Pas plus qu'elles ne vous demandent si vous êtes un homme, une femme, d'origine française, africaine, asiatique ou maghrébine! [...]

La pénurie mondiale des semi-conducteurs, les fameuses puces électroniques, c'est l'occasion pour le patronat, non seulement de licencier à tour de bras les intérimaires, mais aussi de faire des coupes franches sur nos salaires en nous imposant des semaines entières de chômage indemnisées seulement à 84% ou à 72% selon les entreprises. Cela veut dire des centaines d'euros en moins sur des salaires qui sont déjà trop bas pour vivre correctement pour des embauchés. Alors imaginez pour un jeune contrat pro qui voit sa paye passer en dessous des 1 000 euros! Tout ça parce que les grands groupes automobiles refusent de compléter les salaires à 100%, alors qu'ils viennent d'annoncer des milliards d'euros de profits pour les premiers mois de l'année.

Depuis des mois dans les usines automobiles, c'est l'alternance entre des semaines de chômage avec des payes

amputées, et quand la production repart, des heures supplémentaires en pagaille pour rattraper le retard avec des semaines de six jours de travail d'affilée qui deviennent inhumaines tant les cadences et le sous-effectif ont explosé.

Eh bien, il faut imposer aux patrons de garder tous les intérimaires, il faut imposer la répartition du travail entre tous, sans baisser les salaires, imposer que la production se fasse sur la semaine en baissant les cadences pour éviter les pertes financières du chômage et comme ça on sortira de la journée de travail en étant un peu moins sur les rotules! Ça changera pour une fois!

La crise des semi-conducteurs est devenue la tarte à la crème pour habiller les licenciements et même maintenant pour justifier les fermetures d'usine. PSA vient d'annoncer la fermeture jusqu'en février 2022 de l'usine Opel de Eisenach, en Allemagne. Mais d'une fermeture provisoire, elle pourrait bien se transformer en fermeture définitive. 2 000 travailleurs sont menacés dans une ville de 43 000 habitants. Toute la production de cette usine est délocalisée en France, à l'usine de Sochaux... sans une seule embauche à la clef, pas un seul intérimaire repris, mais par contre une avalanche d'heures supplémentaires et le travail obligatoire des jours fériés! [...]



### Nathalie Arthaud : «La société capitaliste marche sur la tête»

Plus les entreprises sont rentables et profitables, plus les grands actionnaires sont rapaces et s'attaquent aux travailleurs. Plus la société est riche, moins elle se donne les moyens pour éduquer, soigner ou s'occuper des anciens! Quand certains, très riches, dépensent des millions pour faire un tour dans l'espace, il y a des femmes et des hommes, y compris des salariés et des retraités qui ont travaillé toute leur vie, qui peinent à se chauffer, se nourrir ou se loger. [...]

C'est pour ne pas nuire aux profits des Big Pharma que les brevets sur les vaccins anti-Covid n'ont pas été levés. C'est pour ne pas gêner les affaires des capitalistes que les États se refusent à être directifs en matière d'émission de gaz à effet de serre et piétinent leurs propres engagements internationaux. C'est pour sauvegarder les intérêts des multinationales que les dirigeants ferment les yeux sur le travail des enfants et sur le milliard d'êtres humains condamnés à une vie d'esclave.

Le capitalisme est capable de produire des petits bijoux technologiques tout en rejetant une partie de plus en plus grande de l'humanité dans le dénuement. Les smartphones, vendus parfois plus de 1 000 euros,

sont produits dans de véritables bagnes industriels en Chine ou en Corée du Sud. Ils sont indissociables de l'exploitation féroce d'hommes et même d'enfants qui descendent dans des puits de mine pour extraire le cobalt et le coltan nécessaires à leur fabrication. Et qui y vont en sachant que la mine peut s'effondrer à tout moment et les enterrer vivants!

**«À bas l'impérialisme!»**

Et qui oserait dire que nous allons vers la prospérité, la paix et le progrès universel? Le chaos laissé en Afghanistan par l'armée américaine n'est pas un accident de parcours ni un cas particulier.

Les grandes puissances prétendent toujours intervenir pour le bien des populations, pour assurer la démocratie, la liberté et pour lutter contre le terrorisme maintenant. Mais où sont aujourd'hui la liberté et la démocratie en Afghanistan? Où sont les droits des femmes afghanes? Quel bilan, quand l'impérialisme en est réduit à confier aux Talibans eux-mêmes la lutte contre les milices terroristes d'Al-Qaïda?! Tout cela après vingt années de guerre, 2 500 morts parmi les soldats américains, plus de 200 000 parmi les Afghans, et des centaines de milliers



L'intégralité des interventions de nos camarades lors de ce meeting du 9 octobre peut être vue en vidéo sur notre site:  
<https://www.lutte-ouvriere.org/multimedia/meeting-du-9-octobre-2021>



KARIM AIT ADJEDJOU

de déplacés et réfugiés!

Et regardez le Mali et la zone du Sahel, où la France joue aux apprentis sorciers depuis 2013 pour les intérêts des Total, Bolloré, Dassault et Cie! Où est la paix promise? Les groupes armés djihadistes pullulent, les troupes de l'armée malienne n'étant qu'une bande armée de plus que la population doit supporter!

Alors la première des choses est de dire non aux interventions militaires de la France! Non au pillage des pays pauvres! À bas l'impérialisme! [...]

### « Contre la démagogie réactionnaire »

Les dirigeants politiques et les experts de l'information nous baladent avec de faux débats! Ils en font des tonnes sur les faits divers, utilisant tel ou tel meurtre crapuleux pour des surenchères sécuritaires. En juin dernier, plusieurs dirigeants se réclamant de la gauche, comme Yannick Jadot ou Fabien Roussel, y avaient ajouté leur obole en participant à une manifestation de syndicats policiers réclamant plus de répression.

La criminalité, la délinquance, les trafics de drogue et même les incivilités sont bien sûr des fléaux, notamment pour les plus pauvres, qui en sont les premières victimes. Mais ils ne tombent pas du ciel. Ce ne sont pas les conséquences de la présence des immigrés

dans le pays, comme le racontent nombre de politiciens d'extrême droite, de droite, du gouvernement et même parfois de gauche. Non, la dégradation de la vie sociale dans les quartiers populaires, c'est d'abord la conséquence du chômage, des bas salaires, de l'absence de perspectives pour la jeunesse et de la marginalisation.

Personne ou presque ne parle de cette insécurité sociale. Et qui parle de l'insécurité au travail, qui tue plus de 700 travailleurs par an, un vrai crime de masse, où des jeunes meurent en vélo ou en scooter pour gagner 5 euros en allant livrer un repas? Où des milliers d'autres se blessent gravement et deviennent handicapés à vie? Pour les démagogues à genoux devant le patronat ce n'est pas un sujet, mais c'est ça aussi la vie du monde du travail!

Zemmour peut expliquer sérieusement que le régime de Vichy a protégé des juifs sans trouver de contradiction de la part des journalistes. Il peut déverser sa bile raciste et faire passer son obsession d'un « grand remplacement » comme une politique. Et Macron n'hésite pas à naviguer dans ces eaux saumâtres, comme on vient de le voir avec la décision révoltante de diminuer le nombre de visas accordés aux Maghrébins.

L'axe de Zemmour est que les immigrés musulmans seraient « inassimilables ».

Mais comme Jean-Pierre l'a dit tout à l'heure, les immigrés, quelle que soit leurs croyances, sont parfaitement assimilés au camp des exploités. Je suis allée récemment soutenir une grève des travailleurs du nettoyage à Jussieu, juste à côté d'ici: il n'y avait aucun de ces prétendus « Français de souche » dont Le Pen et Zemmour nous rebattent les oreilles. Il y avait des Tamoules, des Africaines, des Maghrébins, des Polonaises, des Portugaises, etc. Et quand ils et surtout elles se sont arrêtées de travailler, l'université ne pouvait plus fonctionner.

Bâtiment, aéroport, hôtel, nettoyage, gardiennage, transport, automobile, agroalimentaire... sans les immigrés aucun de ces secteurs ne pourrait tourner. Ils ont souvent les emplois les plus mal payés, les plus durs, les plus exploités. Ils travaillent et payent des impôts, des cotisations, souvent sans même avoir le droit de rien dire parce qu'ils n'ont même pas le droit de vote.

Alors ils ne sont peut-être pas assimilés à la façon souhaitée par Zemmour parce qu'ils ne parlent pas bien français et ont appelé leur fille Anissa et leur fils Ahmed, mais ils contribuent à faire fonctionner la société autrement plus que Zemmour lui-même! Et cette société qu'ils portent sur leurs épaules, elle est autant à eux qu'à Zemmour! [...]

### « L'internationalisme n'a pas pris une ride »

Alors, l'internationalisme est une vieille idée? Elle n'a pas pris une ride, et face au déferlement chauvin et réactionnaire, elle est d'autant plus d'actualité et nous sommes fiers de la porter.

Dans cette campagne, les réactionnaires, les nationalistes, les racistes et les xénophobes disent « les Français d'abord »? Eh bien nous disons « les salaires d'abord », « les emplois d'abord », « les intérêts des travailleurs d'abord ». Le monde du travail d'abord!

Ceux qui estiment qu'il y aurait des identités gravées dans le marbre sont des démagogues doublés d'imbéciles parce que l'identité ne cesse d'évoluer. Le capitalisme a mis en mouvement

des dizaines de millions d'hommes et de femmes. Ce sont les migrations qui ont façonné les grands pays capitalistes, à commencer par les États-Unis. En France même, toute une partie de la population a des origines en Italie, au Portugal ou en Espagne, au Maghreb ou en Afrique subsaharienne.

Et je dis « toute une partie de la population », parce que je ne remonte pas trop loin. Parce que sinon, comme l'expliquent les paléontologues, nous venons tous d'Afrique, les ancêtres de Le Pen et Zemmour compris – autrement dit, le grand remplacement, c'est nous tous! [...]

Nous nous inspirons de tous ceux qui avaient à cœur de dire que leur pays c'était la terre et leur patrie, l'humanité!

## Pour une campagne militante

Même à contre-courant, nous allons porter les intérêts du monde du travail et nous trouverons de l'écho dans les entreprises et les quartiers populaires. La réussite de notre campagne dépendra de toutes les discussions que nous aurons eues avec celles et ceux qui nous entourent. Elle dépendra du nombre de femmes et d'hommes que nous aurons rapprochés ou convaincus de nos idées. [...]

Il faut que ce soit une campagne militante. Alors essayons de regrouper autour de ma candidature tous ceux qui sont révoltés. Tous ceux qui ne se résignent pas à un ordre social aussi inégalitaire, injuste et stupide. Faisons notre maximum pour regrouper tous ceux conscients que le seul camp porteur d'avenir est le camp des travailleurs.

N. A.

## Burkina Faso : assassinat de Sankara en 1987, l'impérialisme français impliqué

Le procès de l'assassinat de Thomas Sankara, qui devait s'ouvrir lundi 11 octobre, a finalement été renvoyé au 25 octobre à la demande des avocates des accusés. Ce procès était une exigence de la population burkinabé depuis qu'en octobre 2014 elle a renversé Blaise Compaoré, successeur de Sankara.

Le procès ne permettra cependant pas de faire toute la lumière sur ce meurtre, la justice burkinabé ayant choisi d'écarter la recherche de commanditaires au-delà des frontières du pays, notamment en France et en Côte d'Ivoire.

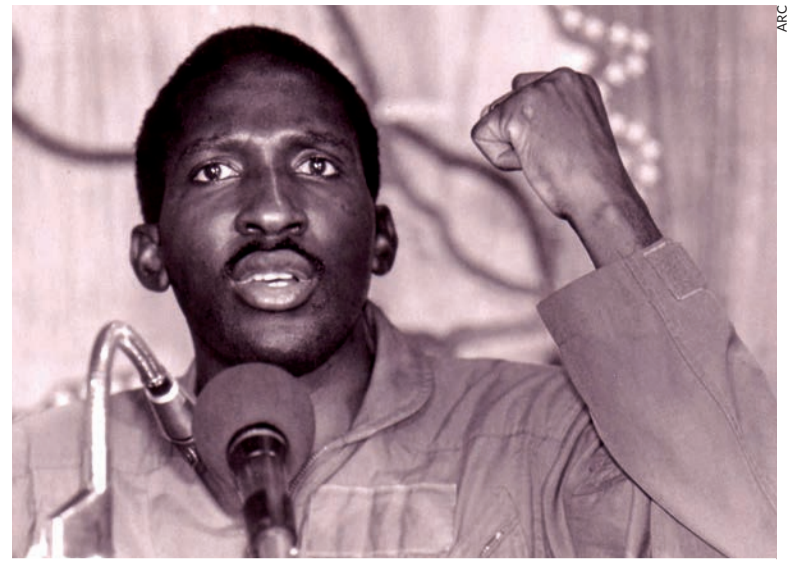
Dirigeant nationaliste intègre, un des seuls qu'ait connus l'Afrique, Thomas Sankara dirigea le pays de 1983 à 1987, en se fixant pour but de l'arracher à la mainmise de l'impérialisme français. Il rebaptisa l'ancienne colonie de Haute-Volta en Burkina Faso, ce qui signifie pays des hommes intègres, et s'attacha à faire entrer ce symbole dans la réalité. Le budget du pays, tout dérisoire qu'il était, fut au moins utilisé à construire des écoles,

des centres de santé, ou à promouvoir l'éducation des femmes. Ses ministres durent se contenter de modestes Renault 5, de petites chambres d'hôtel pour leurs déplacements, et troquer les costumes clinquants de leurs prédécesseurs contre l'habit traditionnel en coton.

Sankara n'était certes pas un révolutionnaire internationaliste. C'était un jeune officier qui, comme d'autres à cette époque, enrageait de voir la misère et la corruption dans lesquelles croupissait son pays. Pour lui, c'était à l'armée de prendre en main sa modernisation. S'il ne concevait pas une lutte contre l'impérialisme à l'échelle du monde, il voulait au moins que celui-ci, qu'il dénonçait

dans des discours enflammés, relâche son étreinte sur le Burkina. L'exemple qu'il donnait d'un pays dont les dirigeants n'étaient plus des valets bien rémunérés de l'impérialisme suffisait à lui valoir la haine des dirigeants français et de ceux des anciennes colonies, en même temps que l'admiration de tous les pauvres du continent. C'est pourquoi le 15 octobre 1987, il fut assassiné.

L'organisateur du crime, Blaise Compaoré, qui succéda à Sankara comme président du Burkina, ne sera pas présent au procès. Il coule des jours tranquilles dans sa luxueuse villa de Cocody, le quartier huppé d'Abidjan en Côte d'Ivoire, depuis qu'en 2014 l'armée française l'a exfiltré de son palais présidentiel de Ouagadougou où il allait tomber entre les mains de la population pauvre révoltée. Le président de la Côte d'Ivoire, Alexandre Ouattara, ami de longue date de



Thomas Sankara : "La liberté se conquiert par la lutte."

Compaoré, et par ailleurs redevable à l'armée française de son accession au pouvoir, a bien sûr refusé de l'extrader au Burkina.

Dès la mort de Sankara, Compaoré avait à nouveau asservi le pays à l'impérialisme français. Il y a fait régner pendant 27 ans une dictature sanglante. Mais au-delà de Compaoré, bien des pistes mènent aux responsables français de l'époque, à Jacques Chirac alors Premier ministre de François Mitterrand et à son « Monsieur Afrique » Jacques Foccart, grand maître des services secrets. Plusieurs témoignages ont pointé l'implication de ceux-ci dans le crime, ainsi que celle du président ivoirien de l'époque,

Houphouët Boigny, qui haïssait Sankara et s'entretenait chaque semaine avec Foccart. Il est sûr en tout cas que c'est à l'impérialisme français qu'a profité le crime.

Aujourd'hui Macron qualifie d'« États faillis » les pays du Sahel où l'armée française est enlisée. Mais quand pendant quatre ans a existé en Afrique un État dont le président entendait réellement assurer le bien-être de la population et non sa propre fortune, les dirigeants français n'ont eu de cesse de le remplacer par un dictateur corrompu et de recréer ainsi un « État failli » apte à servir les intérêts de leur impérialisme.

Daniel Mescla

## Prix alimentaires : un système d'affameurs

Selon l'indice de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation, la FAO, le prix du panier moyen dans le monde a augmenté, pour le consommateur, de 1,2% par rapport au mois d'août.

Ces hausses correspondent à celles des cours de différentes matières premières, comme le blé, les huiles végétales, les produits laitiers, ou encore le sucre.

En un an, il s'agit d'une hausse de plus de 30%. Le blé dur destiné aux pâtes a renchéri de 65% et le blé tendre pour la boulangerie de presque 30%. Ces hausses des cours des matières premières menacent de se transformer en hausses des prix de la baguette et du kilo de pâtes.

Ce n'est pas une fatalité ni un produit de la nature, mais celui d'un système où l'offre et la demande sont livrées aux aléas d'une multitude d'intérêts capitalistes. De mauvaises récoltes en Russie, en Europe, au Canada, rendraient l'offre de blé mondiale inférieure à la demande. Mais à ces raisons de la hausse s'ajoute la spéculation sur les marchés financiers. De plus, les transporteurs maritimes ont acquis une position de force,

et en ont profité pour augmenter leurs prix. En janvier 2020, un importateur payait 1 000 dollars pour faire venir un conteneur de 67m<sup>3</sup> au Havre depuis Shanghai. Il lui en coûte désormais 7 500 dollars. Les importateurs tentent à leur tour de répercuter ces hausses aux distributeurs.

Ainsi, si chaque capitaliste peut trouver le moyen de maintenir ses marges, les travailleurs et les classes populaires n'ont quant à eux pas cette possibilité de répercuter les hausses de prix de leurs produits, sinon en imposant, par la lutte que les salaires suivent les hausses de prix.

Charles Legoda



Émeutes de la faim en 2008 au Burkina Faso.

## Multinationales : un impôt mirage

L'OCDE, l'organisation économique des pays les plus riches, a annoncé le 8 octobre un accord mondial fixant un taux minimum de 15% d'imposition sur les bénéfices des multinationales.

Cet accord ne changera rien pour les exploités, mais donne l'occasion aux dirigeants de faire mine d'agir contre l'évasion fiscale des grandes entreprises telles que les Gafam. Cent trente-six pays l'ont signé dont les sept plus riches de la planète. Sa mise en application repose, comme pour tous les accords internationaux, sur le bon vouloir des gouvernements, et de toute façon, la grande majorité de ces pays ont déjà un taux supérieur à 15%. En France, il est de 26,5%. Aux États-Unis, il est de 21%.

Certains économistes dénoncent son manque d'ambition et réclament un taux plus élevé, mais tous s'accordent à dire qu'il n'empêchera pas l'évasion fiscale des multinationales. Il suffit de considérer le cas du Luxembourg, où des dizaines de milliers d'entreprises bénéficient d'un taux d'imposition proche de zéro. La loi de ce pays – qui fait partie des signataires de l'accord – prévoit pourtant un taux d'impôt

sur les bénéfices de 17%. Ce qui semble une contradiction tient au fait que les multinationales recourent à des montages fiscaux, parfaitement légaux.

Promoteurs et pourfendeurs de l'accord ont en commun d'agiter la question de la fiscalité en escamotant la véritable question, celle de savoir qui contrôle les bénéfices et les comptes des entreprises. L'économiste Thomas Piketty, par exemple, explique qu'une fiscalité meilleure suffirait à améliorer le sort des exploités. Pour lui, il s'agit de laisser Amazon ou Stellantis aux mains de leurs actionnaires, mais de réclamer que ceux-ci veuillent bien faire un peu mieux « ruiseler » leurs profits. C'est une supercherie : la recherche du profit maximum n'est pas dans le capitalisme un caprice des riches, mais le moteur d'un système qui repose avant tout sur l'exploitation du travail. Et c'est cela qu'il faut combattre.

Thomas Baumer



# Espagne : le parasitisme des capitalistes de l'énergie

Nous publions ci-dessous un article de nos camarades de Voz Obrera (UCI-Espagne)

En Espagne, les prix de l'électricité flambent. Ils atteignent actuellement 250 euros par MWh quand, il y a six mois, ils étaient autour de 80 euros. Les Espagnols vivent au rythme de ces « records historiques » du prix de l'électricité battus chaque semaine, si ce n'est chaque jour, augmentant à chaque fois le coût de la vie.

Les travailleurs payent l'absurdité de ce système économique, en particulier la spéculation sur le prix des matières premières qui fait gonfler le prix de l'électricité. Mais il faut ajouter le rôle particulièrement parasitaire des grands groupes espagnols de l'énergie dont trois au moins font partie des entreprises les plus riches du pays : Endesa, Naturgy, Iberdrola. Celles-ci se sont développées à la suite de la privatisation, par les gouvernements de gauche

et de droite, de l'entreprise nationale Endesa, dans les années 1980 et 1990.

Grâce aux rentables contrats d'approvisionnement des gouvernements régionaux et nationaux, ainsi qu'à un système de réglementation des prix opaque, ces entreprises forment aujourd'hui un véritable oligopole dominant la chaîne de production et de transport, et se mettant d'accord pour faire payer des prix exorbitants à la population. Leurs conseils d'administrations sont truffés d'hommes politiques de tout bord que les capitalistes de l'énergie ont mis là en récompense des services rendus. On y trouve entre autres deux anciens Premiers ministres, Felipe Gonzalez pour le PS et José Maria Aznar pour la droite. Tout récemment encore, c'est un cadre socialiste bien connu, Antonio Miguel

Carmona, qui a été nommé vice-président de Iberdrola, le premier groupe espagnol de l'énergie.

Dans le contexte actuel de crise, où le chômage atteint 14%, et même 33% pour les jeunes, et où dix millions de personnes se trouvent en situation de pauvreté, les magnats de l'énergie ont vu dans la situation une aubaine pour rançonner encore davantage la population. Ils ont par exemple profité des prix élevés du gaz pour vendre l'énergie hydraulique et nucléaire au même prix, alors qu'elle est moins coûteuse à produire. Ils font également payer aux clients les taxes sur le CO<sub>2</sub>. Cela ne les empêche pas de se présenter eux-mêmes comme victimes de la conjoncture alors qu'ils affichent d'énormes bénéfices : 1,4 milliard pour Endesa et 3,6 pour Iberdrola l'année passée, auxquels il faut ajouter cette année les

milliards reçus du plan de relance de l'UE au nom du développement des énergies vertes.

Le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez, qui compte avec lui des ministres du bloc Unidas Podemos (Podemos-Gauche Unie-PC) s'est agité. Depuis plusieurs mois, différents ministres ont fait mine de s'en prendre aux grands groupes : ils ont annoncé des « mesures choc » en général en prenant sur l'argent public, par exemple en réduisant la TVA sur l'électricité. Pour le moment ces décisions n'ont eu presque aucun effet pour la population tant la hausse est importante et continue. Le gouvernement a aussi annoncé en septembre vouloir taxer un peu les bénéfices exceptionnels réalisés par les grands groupes cette année, provoquant une réaction scandalisée des magnats de l'énergie qui se sont empressés de crier au vol. [...]

Mais quand il s'agit de mesures contre la population, il n'y a pas de négociation. Au printemps dernier lorsque le gouvernement a mis en place la nouvelle plage horaire des tarifs de l'électricité dans les ménages, pour profiter des heures creuses, il fallait utiliser ses appareils domestiques entre minuit et 6 heures du matin ! Et il n'y a pas eu non plus de négociation quand l'électricité a été coupée dans les quartiers les plus pauvres comme à la Cañada Real à Madrid l'hiver dernier.

La seule vraie solution serait l'expropriation de ces grands groupes, sans indemnité ni rachat. Chaque semaine, des manifestations ponctuelles contre l'augmentation des prix ont lieu dans plusieurs villes, parfois devant les sièges même de ces grands groupes. Des milliers de personnes expriment ainsi leur indignation contre la situation.

Voz Obrera



À Séville, en septembre : sur les banderoles "Assez de coupures d'électricité. Les prix s'envolent, les travailleurs sont ruinés. Gouvernement et énergéticiens coupables."



Et "ENDESA nous vole et le maire est complice."

# États-Unis : céréales enrichies et salariés appauvris

Depuis le 5 octobre, 1 400 employés de Kellogg's, le fabricant de céréales de petit déjeuner, sont en grève dans quatre usines américaines. Ils rejettent les reculs sociaux importants inclus dans le contrat de travail que la direction veut leur imposer.

En 2015, sous la menace d'une délocalisation de la production vers le Mexique, leur syndicat avait accepté que les nouveaux embauchés soient payés 13 dollars de l'heure de moins que les autres salariés. Aujourd'hui la direction exige que les salaires et avantages sociaux de tous les travailleurs soient alignés par le bas.

Au contraire les grévistes refusent que le patron économise sur les ajustements de salaire qui compensent un peu l'inflation – plus de 5% sur l'année écoulée –, sur leur assurance-santé, sur la rémunération de leurs congés payés, sur le montant de la future retraite. Ils refusent aussi la suppression de jours de congés.

Pourquoi l'accepteraient-ils ? Le PDG et les cadres dirigeants ont vu leur rémunération augmenter de 20%. Kellogg's a passé la pandémie sans que ses bénéfices en souffrent. Mais les banques et fonds d'investissement qui sont actionnaires de ce géant de l'agroalimentaire en veulent tout simplement toujours plus.

Pour discréditer la grève, la direction s'est répandue dans les médias sur sa supposée générosité en affirmant que ses ouvriers touchaient des salaires importants, jusqu'à 120 000 dollars en un an. Mais le PDG, qui gagne 11,6 millions par an, s'est beaucoup moins étendu sur le nombre impressionnant

d'heures supplémentaires obligatoires qu'il impose, et qui explique cela.

Avant la crise sanitaire, des licenciements avaient tellement réduit les effectifs que les journées de douze heures étaient courantes. « Normalement je travaille de 7 heures à 15 heures. À 14h59, les chefs me disaient de rester jusqu'à 19 heures ; et à 18h59, qu'il fallait que je revienne le lendemain à 3 heures du matin » a témoigné un ouvrier. Avec la pandémie et l'augmentation des achats de céréales des familles restant à domicile, il fallait travailler sept jours sur sept, et parfois jusqu'à seize heures par jour.

Depuis cet été, plusieurs grèves ont éclaté dans l'agroalimentaire, pour des raisons similaires. En juillet les ouvriers de Frito-Lay, leader mondial des chips et propriété de PepsiCo, en août ceux de

Nabisco, qui produisent les biscuits Oreo et Ritz pour le compte de Mondelez, et récemment ceux d'El Milagro, qui fabriquent des tortillas, se sont battus notamment contre les horaires de travail à rallonge. Ils ont réussi à

repousser certaines des plus vives attaques patronales.

Face à un patronat qui voudrait imposer des conditions de travail et de salaire dégradées, ces grèves sont déjà un caillou dans sa chaussure.

Lucien Déroit



Grève à l'usine Kellogg's de Battle Street dans le Michigan. Sur la pancarte : "Je nourris vos familles mais ne peux nourrir la mienne."

# 17 octobre 1961 à Paris : des centaines d'Algériens assassinés par la police

**Le 17 octobre 1961, la répression d'une manifestation de travailleurs algériens faisait entre 150 et 200 morts dans les rues de Paris. Jamais, depuis la Commune, la guerre contre des travailleurs n'avait atteint dans la capitale un tel sommet de violence et de haine.**

En 1961, la guerre coloniale menée par le gouvernement français contre l'indépendance de l'Algérie durait depuis sept ans. Des milliers de jeunes Français et encore bien plus d'Algériens avaient été tués dans cette guerre. Jusqu'à deux millions de paysans avaient été internés dans des camps. La torture fonctionnait à plein dans les caves de l'armée française. Malgré cela, il devenait évident que rien ne pourrait empêcher l'indépendance.

En la préparant contre une partie de l'armée, de l'appareil d'État et des Français d'Algérie, De Gaulle servait au mieux les intérêts de la bourgeoisie.

Dans cette perspective le gouvernement continuait la guerre en Algérie afin de négocier l'indépendance en position de force. Les opérations se menaient aussi contre les 400 000 Algériens qui travaillaient en métropole. Comme en Algérie, le FLN avait conquis leur soutien ou au moins leur sympathie. Vivant dans des bidonvilles ou des logements infâmes, le plus souvent sans leur famille, tous subissaient des humiliations quotidiennes, des discriminations dans tous les domaines. Ces travailleurs, particulièrement exploités, faisaient aussi partie des opprimés qui s'étaient soulevés contre l'impérialisme français.

## Papon, la continuité de l'État

Pour leur mener la guerre, Maurice Papon avait été nommé préfet de police en 1958. Sous-secrétaire d'État dans un ministère du Front populaire en 1937, il poursuivit sa carrière sous Pétain en devenant secrétaire général de la préfecture de Gironde en 1942. À ce poste, il organisa l'envoi de travailleurs en Allemagne, pourchassa les opposants au nazisme et à l'État national, aida à déporter les Juifs vers les camps d'extermination. Puis il continua à servir l'État sous la 4e République, avec la réputation d'être proche des socialistes ! On le retrouva ensuite aux Antilles et en Algérie.

À partir de l'été 1961,

en réponse aux rafles, aux assassinats réguliers d'Algériens, le FLN fit abattre une quinzaine de policiers. Cela servit de prétexte pour imposer, le 5 octobre, un couvre-feu aux Algériens. Il leur était interdit de circuler entre 20h30 et 5h30 du matin, de se promener à plusieurs dans les rues, et de circuler en voiture. Pour réclamer la levée de ce couvre-feu, le FLN décida d'une grande manifestation, le 17 octobre 1961, bravant l'interdit.

Pour le FLN, il s'agissait surtout de démontrer, y compris pour l'opinion publique internationale, l'adhésion de la population algérienne à sa politique. En décidant que cette manifestation serait pacifique, qu'hommes, femmes et enfants y participeraient, en interdisant aux manifestants d'avoir la moindre arme ou de se protéger, il prenait sciemment le risque d'un massacre pour les besoins de sa démonstration.

Les mesures anti-algériennes ne furent dénoncées ni par les grands partis de gauche, SFIO et PCF, ni par les syndicats, qui avaient les mains sales dans cette guerre coloniale. Le PCF avait voté les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet, qui avait envoyé le contingent en Algérie. Il cachait derrière le slogan « Paix en Algérie » son rejet de la revendication de l'indépendance, alors même que bien des militants communistes s'en sentaient solidaires. Ainsi, les Algériens



Octobre 1961 : des manifestants algériens arrêtés dans le métro.

furent laissés seuls face à la police, à qui le gouvernement offrait toute liberté de terroriser, torturer et tuer.

Le soir du 17 octobre, des rassemblements se formèrent aux portes de Paris. Mais d'énormes forces de police, ainsi que des « supplétifs » en nombre avaient été mobilisés pour empêcher les manifestants de prendre le métro et de rejoindre le centre de Paris. Dans les jours précédents, les agents de police avaient été chauffés à blanc par le préfet. Des rumeurs amplifiées de meurtres de policiers circulaient. Papon affirma lors de l'enterrement d'un policier : « Pour un coup reçu, nous en porterons dix ! » Ainsi, les policiers attendant les manifestants savaient qu'ils pouvaient tuer en toute impunité. Et ils ne s'en privèrent pas.

## Une répression impitoyable

Le 17 octobre, les coups pleuvent dès les premières interpellations. Certains

Algériens sont assassinés par balle, et aucun compte ne sera jamais demandé aux agents de police sur l'utilisation de leurs munitions. D'autres sont battus à mort à coups de matraque. Au pont de Neuilly, les premiers manifestants sont assommés avant d'être jetés à la Seine.

Les mêmes scènes se répètent au pont Saint-Michel. Sur les grands boulevards, entre Opéra et le cinéma le Grand Rex, des milliers d'Algériens arrivent à former un cortège. La police les bloque et commence à les rouer de coups. Sur les quais du métro, ils sont parqués ensanglantés.

Les passants qui assistent à ces scènes sont repoussés. Ceux qui veulent aider les Algériens sont tabassés à leur tour. Certains distribuent des tickets de métro pour leur permettre de s'enfuir. D'autres tentent de prendre des blessés dans leur voiture. Ceux qui prennent des photos, se font arracher leur appareil. Beaucoup aussi applaudissent, tant la guerre a attisé le nationalisme et le racisme.

Des cadavres ou des blessés gisent sous les fenêtres du siège du journal du PCF, *L'Humanité* dont les grilles sont fermées pour interdire aux manifestants traqués de s'y réfugier.

11 500 Algériens sont arrêtés et envoyés dans des centres d'internement où le massacre se poursuit au-delà même de la nuit du 17 octobre. Les policiers cherchent aussi à arrêter des blessés dans les hôpitaux. Certains interpellés de ces jours d'octobre sont finalement libérés après

avoir été battus et torturés, d'autres sont expulsés vers l'Algérie, d'autres encore portés disparus définitivement. Le bilan exact des morts de cette répression ne sera jamais établi.

Dans les jours suivants, la presse dans son ensemble reprit les dires de la police sur la violence des Algériens lors de cette manifestation et le nombre officiel de morts : trois ! Quelques critiques se firent quand même entendre. La CGT se contenta d'une dénonciation écrite de ce massacre. Alors que bien des travailleurs manquaient à l'appel sur les postes de travail, ni la CGT ni le PCF ne menèrent campagne pour expliquer en quoi cette répression qui visait une fraction de la classe ouvrière en France, concernait l'ensemble des travailleurs.

Pendant des décennies, l'État français a tout fait pour que ce crime massif tombe dans l'oubli. Forcer le gouvernement d'aujourd'hui à le reconnaître serait la moindre des choses. Mais le principal n'est pas là. Le 17 octobre et les morts de la répression doivent rester dans la mémoire ouvrière car ils font partie de la longue histoire de la lutte des travailleurs contre l'ordre social et contre un État qui le défend bec et ongles. Ceux qui parlent encore actuellement de la possibilité d'une police républicaine, d'un État de droit, mentent. La police, l'armée et l'État sont des ennemis irréductibles de la classe ouvrière et des opprimés en général et ne changeront pas, il faudra les détruire.

Marion Ajar



Octobre 1961 : femmes attendant des nouvelles, photo légendée par Elie Kagan.

## Antilles : manifestations contre les sanctions

**Des centaines de soignants des hôpitaux de Guadeloupe et Martinique ont reçu des lettres de menace de suspension car ils n'étaient pas vaccinés. Ces menaces ne sont pas encore mises à exécution mais les directions des hôpitaux parlent du mercredi 13 octobre pour le faire.**

En Guadeloupe, où le directeur du CHU multiplie les menaces, il a déjà reculé trois fois la date d'exécution en raison de la mobilisation et de la colère des agents hospitaliers.

En Martinique, le 5 octobre, la CGTM a été le seul syndicat à organiser une journée d'action en même temps que celle prévue dans l'Hexagone. Près de 250 travailleurs, dont 178 hospitaliers, ont défilé dans les rues de Fort-de-France.

Jeudi 7 octobre, une journée de mobilisation a eu lieu conjointement entre les agents hospitaliers de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane. Une liaison Internet en visio a établi le contact entre les deux îles. En Martinique, ils ont été

près de 900 à marcher vers l'ARS, et en Guadeloupe, ils ont été le même nombre à manifester au sein du CHU de Pointe-à-Pitre. Des travailleurs d'autres secteurs s'étaient joints à eux, notamment ceux d'ArcelorMittal, du commerce, des pompiers en grève.

En Guadeloupe, la mobilisation de travailleurs continue contre l'obligation vaccinale avec l'ensemble des syndicats, dont le plus important, l'UGTG, mais aussi la CGTG, FO, les syndicats enseignants ainsi que des associations et certaines organisations politiques dont Combat ouvrier. C'est ainsi que samedi 9 octobre près de 400 personnes ont défilé dans la commune d'Anse-Bertrand

en Guadeloupe, apportant en même temps leur soutien aux travailleurs communaux en grève depuis cinq mois. Un meeting était prévu devant la mairie de Baie-Mahault jeudi 14 octobre, ainsi que samedi 16, une nouvelle manifestation dans cette commune.

Les agents hospitaliers constituent donc le fer de lance de ces mobilisations, qui continuent car leur colère ne se dément pas.

**Pierre Jean-Christophe**



### La grève continue à ArcelorMittal

Les travailleurs d'ArcelorMittal Martinique et Guyane ont repris le travail. Ceux de Guadeloupe en étaient à leur 36<sup>e</sup> jour de grève lundi 11 octobre. Ils dénoncent la répression syndicale, les insultes racistes de la direction, le harcèlement moral permanent.

Ils réclament aussi le remboursement des retenues opérées indûment sur le salaire de leur délégué syndical, ainsi que des augmentations et des primes.

Lundi 11 octobre, un meeting de soutien s'est tenu sur leur piquet de grève avec les salariés

de l'hôtellerie, de l'énergie, du commerce, de Pôle emploi, de l'hôpital. Ensemble, ils se sont dirigés vers les salariés des entreprises de la zone de Jarry où ils ont recueilli un soutien financier solidaire. La lutte continue.

**P. J.-C.**

## SNV - Orne : contre les bas salaires



**À Rives-d'Andaine, dans l'Orne, à l'appel des syndicats CGT et FO, dans le cadre de la journée nationale du 5 octobre, une soixantaine de salariés de la Société normande de volaille (SNV) se sont rassemblés à partir de 4 heures du matin devant l'usine pour dénoncer les bas salaires et leurs conditions de travail qui se dégradent.**

Cette entreprise de 1000 salariés appartient au groupe LDC, un des leaders européens de la volaille, qui commercialise les marques Le Gaulois, Fermiers de Loué, Maître Coq... avec un chiffre d'affaires de 4,5 milliards d'euros. La fortune du groupe s'est construite à coups de bas salaires. Les jeunes embauchés sont au smic, et avec vingt ans passés dans l'entreprise, la paie arrive seulement à 1450 euros, prime d'ancienneté comprise. Dans l'usine, la direction économise sur tout : le matériel, l'entretien des bâtiments, et il n'est pas rare de terminer à la main son travail car les machines trop vétustes tombent en panne. L'accélération des cadences est telle que bien

des nouveaux embauchés ne tiennent pas et quittent l'usine alors qu'il manquerait 200 personnes d'après la direction elle-même. Et même si les cadences sont effrénées, les journées peuvent être rallongées pour terminer la cargaison de viande venant d'être livrée ou bien pour rattraper la journée de travail « perdue » à cause d'un jour férié.

À l'issue de cette journée de mobilisation, la direction a expliqué qu'elle n'avait pas attendu la grève pour augmenter une prime et qu'elle n'accorderait pas d'augmentation supplémentaire. Elle a pourtant largement les moyens d'augmenter les salaires et d'embaucher!

**Correspondant LO**

## Psychologie-psychiatrie : vol au-dessus d'un nid de coucou

**Le 28 septembre, des milliers de psychologues ont fait grève et manifesté dans plusieurs villes. Ils revendiquaient une hausse massive des moyens, et dénonçaient l'abandon des patients. En effet, les mesures annoncées par Macron à l'occasion des Assises de la santé n'ont pas pour objectif de soigner et ne sont que des pis-aller comme le remboursement des séances en libéral.**

La souffrance psychologique fait partie des problèmes de société que la pandémie a mis sur le devant de la scène. La consommation d'anxiolytiques et d'hypnotiques s'est fortement accrue en France depuis mars 2020. Cela met encore plus en lumière, s'il le fallait, le démantèlement progressif du système de soin, qui permettait dans le passé aux patients d'être suivis dans des établissements publics, gratuits, accessibles à tous : hôpitaux psychiatriques, centres médico-psychologiques (CMP), centres thérapeutiques pour jeunes, etc.

Des grèves ont lieu ces dernières années dans des services psychiatriques, comme au centre hospitalier du Rouvray, à Sotteville-lès-Rouen : les soignants criaient leur rage contre l'État, qui les mettait dans la position de maltraiter les patients. La

pratique choquante de la contention est redevenue monnaie courante ces dernières années, les fermetures à clef des chambres aussi.

Aujourd'hui, des secteurs psychiatriques entiers ne peuvent répondre aux besoins de leurs patients, faute de psychiatres et de psychologues. Macron lui-même affirme qu'il faut un an et demi pour obtenir un rendez-vous en CMP dans les « territoires les plus tendus », autrement dit les plus pauvres. Même lorsqu'on n'est pas en Seine-Saint-Denis, les délais sont de plusieurs mois.

Macron a convoqué des Assises de la psychiatrie les 27 et 28 septembre. Parmi les mesures qui ont été annoncées, il y a la création de 800 postes dans les CMP, qui est vécue comme une provocation par une partie des soignants tant elle est en-deçà des besoins. Il

y a aussi la mise en place d'un... numéro vert spécial suicide. D'après Olivier Véran, « il permettra aux Français ayant (...) des pensées morbides (...) de pouvoir trouver immédiatement une réponse ».

La mesure qui semble la plus positive est le remboursement par la Sécurité sociale des consultations de psychologue en cabinet libéral. Il n'est actuellement pas en vigueur, car la psychologie n'est pas considérée comme une spécialité médicale. Pourtant, telle qu'elle est conçue, cette mesure est dénoncée comme une duperie par les psychologues grévistes. D'une part, le tarif est deux fois plus bas que ce qui est réellement pratiqué. D'autre part, la durée des séances remboursées, courte et prédéfinie, ainsi que le cadre libéral, sont contradictoires avec un suivi en continu et par plusieurs intervenants, dont ont besoin de nombreux patients, sans pouvoir le payer.

Cette politique va toujours dans le sens d'exclure les patients ayant peu de moyens.

**Thomas Baumer**



## Transdev – Région parisienne : les grévistes combatifs et déterminés

**Les conducteurs de bus et contrôleurs de Transdev des dépôts de Vaux-le-Pénil, Vulaines, Saint-Gratien et d'autres, poursuivent la grève entamée pour certains le 2 septembre.**

La direction multiplie les tentatives pour casser la mobilisation à coups de convocations disciplinaires avec menaces de licenciement et de poursuites en justice, tandis que la présidente de la région Île-de-France, Pécresse, demande de faire appliquer un service minimum et de dégager de force les dépôts en grève. Selon elle, la grève ne serait le fait que d'une minorité qui bloque, alors que les dépôts ne sont pas bloqués mais par contre très en grève. Ces propos

ne font que révolter un peu plus les grévistes.

La direction tente chaque jour de créer la division entre les travailleurs en grève avec des négociations par dépôt. À Lieusaint-Sénart, où la grève a démarré, deux syndicats ont ainsi signé un protocole de fin de grève et de reprise du travail, insinuant qu'il est difficile d'aller plus loin avec la grève. La direction embaucherait treize conducteurs de plus (CDI, CDD, intérimaires, rien n'est précisé à ce sujet), et il y aurait une

réduction de l'amplitude des services à partir du... 3 janvier. Beaucoup de grévistes de Lieusaint estiment que ce n'est pas du tout satisfaisant et plusieurs dizaines ont décidé de s'organiser pour poursuivre la grève autour de l'exigence d'en rester aux conditions de travail et primes d'avant l'accord socle. Ce dernier fait en effet table rase de tout ce qui existait en matière d'horaires, primes, compensations, obtenus au fil des années par des grèves. Et il est accompagné d'un transfert en filiale, avec des salaires encore plus bas et un mécanisme fumeux de maintien de la rémunération avec une indemnité

différentielle, qui ne serait pas pour les futurs embauchés. Tout cela prend prétexte des appels d'offres sur les dessertes de bus de la Région parisienne, organisés par IDFM, Île-de-France Mobilité, l'autorité organisatrice des transports dirigée par la région Île-de-France, c'est à dire par Pécresse.

Un médiateur, Jean-Paul Bailly, ancien directeur général de la RATP et de La Poste, a été sollicité par la Région, via IDFM. Cela montre l'embarras des autorités qui ont vu que la grève a gagné de dépôt en dépôt et qu'elle pourrait encore s'étendre à d'autres. La peur est dans leur camp d'autant qu'ils projettent de

passer encore d'autres dépôts filialisés par Transdev aux nouvelles conditions de travail et de rémunération. Ils voudraient aussi poursuivre les appels d'offres concernant les quarante lots entre lesquels ils ont divisé le réseau Optile de la grande couronne d'Île-de-France, avant de passer aux conducteurs de bus de la RATP.

La détermination des grévistes gêne les calculs et les manœuvres de Transdev. Leur refus de se faire dépouiller peut se propager à d'autres et c'est bien ce qui inquiète le patronat et le gouvernement. Le bras de fer continue.

Correspondant LO

## CFA et Greta – Nouvelle-Aquitaine : enseignants de nouveau attaqués

**Fin septembre, lors d'une réunion décidée dans la précipitation, le rectorat de Bordeaux a annoncé une nouvelle attaque contre les enseignants des Greta et CFA publics de Nouvelle-Aquitaine.**

Ces organismes, gérés par le ministère de l'Éducation nationale, forment chaque année plus de 2000 apprentis et plus de 20000 stagiaires sur 132 lieux répartis sur le territoire aquitain.

Au nom de la sauvegarde de ces organismes, et en arguant d'un déficit de 700000 euros, la direction du Greta-CFA entend imposer un nouveau mode de calcul du temps de travail des enseignants formateurs afin de faire baisser leurs salaires. Il s'agit, pour 223 contrats

de travail, de passer d'un forfait au temps réel. L'économie recherchée est de près de deux mois de salaire par an et par enseignant. C'est un coup bas de plus, alors qu'une circulaire mise en place il y a moins d'un an par le rectorat de Bordeaux avait déjà augmenté le temps de travail de ces enseignants de 25% sans aucune augmentation de salaire.

Ces mesures se placent dans le cadre plus général d'une privatisation rampante de l'apprentissage souhaitée par le gouvernement.

Quoi de mieux pour tuer la formation professionnelle publique que de décourager ses formateurs et de faire baisser la qualité de service? C'est ce qui se produit par exemple en limitant le temps de visite des apprentis en entreprise à deux heures par déplacement, sur un territoire allant de Biarritz à Poitiers. C'est aussi le cas en réduisant le temps d'accompagnement des classes souvent difficiles à deux heures par semaine pour les professeurs référents.

La dégradation des conditions de travail, la détérioration de la qualité de la formation et la baisse de la rémunération des enseignants, une baisse qui ne concerne aucunement les directeurs et les provideurs aux manettes de cette structure, ont déjà conduit de nombreux formateurs à démissionner, quand certains ont été licenciés. Pour se faire entendre et défendre leurs conditions de vie et de travail, les enseignants formateurs devront compter sur leur mobilisation.

Correspondant LO

## SNCF – Paris Nord : s'organiser face aux réorganisations

**La SNCF vient d'annoncer une nouvelle réorganisation dans les gares du nord de la région parisienne, au détriment des conditions de vie et de travail des cheminots. Depuis fin septembre, la colère est montée chez les agents commerciaux des lignes B et H de cette zone.**

La réorganisation va réduire la présence des agents en gare le soir, remplacés de plus en plus par des équipes mobiles allant de gare en gare. Certaines gares fermeront plus tôt. La direction rogne sur les horaires de nuit des agents, ce qui signifie des pertes de salaire. Les horaires de jour seraient supprimés, pour concentrer le travail sur les heures de pointe. La vie quotidienne des agents en serait bouleversée.

Au nord de la ligne B, mardi 5 octobre, 75 cheminots se sont retrouvés à côté de la gare d'Aulnay-sous-Bois en assemblée générale de grévistes et ont voté d'aller envahir les locaux de la direction. Une partie des agents ont pris la parole face à la directrice pour dire leur

colère contre ceux qui comptent encore aggraver leurs conditions de travail alors que les agents sont déjà en sous-effectifs. Il est hors de question de toucher à la paie, alors que la vie est de plus en plus chère. Et lundi 11 octobre, ce sont des agents de la ligne H qui se sont rassemblés à une quarantaine à Ermont, à l'appel des syndicats CGT, FO et SUD-Rail.

Les cheminots présents lors de ces deux actions savent bien que le bras de fer avec la direction ne fait que commencer, et sont décidés à poursuivre le mouvement en novembre. Puisque la direction compte appliquer sa réorganisation à toutes les lignes, il faudra réagir tous ensemble.

Correspondant LO



# Automobile : les pénuries n'empêchent pas les profits

Les arrêts de production touchent quasiment toutes les usines des constructeurs automobiles. Celles des fournisseurs sont également touchées et cette situation se retrouve dans toute l'Europe et dans le monde. La raison principale invoquée pour justifier cette paralysie est la pénurie de semi-conducteurs.

Selon la presse, cette pénurie entraînera une diminution de production de plus de 10 millions de véhicules, sur l'ensemble de l'année 2021, à l'échelle mondiale. Et l'on entend parler de la « crise du marché de l'automobile ». Mais les grands constructeurs automobiles n'en ont pas moins réussi à tirer leur épingle du jeu. Même quand ils vendent moins de véhicules, ils les vendent beaucoup plus cher et réalisent des profits record. C'est ce qu'a expliqué en juillet, le PDG de Stellantis (ex-PSA-Fiat-Chrysler), Carlos Tavares. Interviewé à la radio, il a déclaré : « Les carnets de commandes sont merveilleusement pleins. Nous avons malheureusement une incapacité à les satisfaire tous immédiatement puisque nous avons une crise des semi-conducteurs dans le monde entier qui limite notre capacité de production. Donc nous sommes dans une

période inflationniste. »

Dans les faits, les constructeurs comme PSA ont réservé leurs stocks de semi-conducteurs aux véhicules les plus haut de gamme, qui leur rapportaient les plus fortes marges. Et ils ont profité de la pénurie pour faire monter les prix. D'après les spécialistes, les prix de catalogue des véhicules ont augmenté deux ou trois fois cette année, selon les constructeurs. La pénurie leur a permis aussi de mettre la pression sur leurs fournisseurs et leurs concessionnaires, en faisant baisser les tarifs des uns et en supprimant les rabais anciennement consentis aux autres.

Dans les usines, les travailleurs ont payé cette politique par les milliers d'emplois d'intérimaires supprimés, par les baisses de salaires dues au chômage partiel en même temps que par l'augmentation



Dans la manifestation interprofessionnelle du 5 octobre.

des cadences. Et comme le montre la dernière offensive de la direction de Renault avec son projet de nouvel accord triennal, d'autres coups se préparent.

Tout cela a engendré des profits exceptionnels. Alors que Renault annonçait une perte de plus de 7 milliards d'euros au premier semestre 2020, le groupe s'est rétabli dès le premier semestre 2021 avec la hausse

du chiffre d'affaires et un bénéfice de 368 millions d'euros. Stellantis a, lui, carrément annoncé un bénéfice de 6 milliards d'euros pour le seul premier semestre 2021. Et le groupe allemand Volkswagen a battu ses records d'avant le Covid avec plus de 11 milliards d'euros de bénéfice pour la même période.

Pour les ouvriers de l'automobile, il sera

indispensable de se battre tous ensemble pour imposer le maintien des emplois quelle que soit la charge de travail, en la répartissant entre tous les travailleurs, intérimaires compris, et en assurant à chacun un salaire minimum décent qui soit au moins au niveau des salaires pleins d'avant le Covid; car, depuis, les prix n'ont fait qu'augmenter.

Pierre Royan

## Renault – Cléon : une deuxième mobilisation réussie

Depuis les assemblées générales du lundi 4 octobre, qui avaient regroupé plus de 500 travailleurs sur les différentes équipes, les discussions n'ont pas cessé dans les ateliers de Renault – Cléon.

L'usine comprend un grand nombre d'ateliers d'usinage, de montage, etc. Il est difficile de se retrouver tous au même moment quand les pauses sont à des heures différentes et que, comme en ce moment, les jours de chômage imposés ne sont pas les mêmes.

Cela n'a pas empêché les travailleurs de se rencontrer : plus d'une

dizaine ici, cinq ailleurs... Il s'agissait de convaincre les hésitants pour que la mobilisation prévue mardi 12 octobre soit un nouveau succès.

Et ce jour-là, en assemblée générale et en manifestation dans différents bâtiments, les travailleurs de Cléon se sont retrouvés à plus de 700 au total. « Non aux salaires bloqués.

Au contraire, il faut les augmenter », « C'est pas à Billancourt, c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction, c'est par la lutte, c'est par l'action ! », pouvait-on entendre.

Une nouvelle fois, les travailleurs étaient déterminés à montrer à la direction qu'ils ne veulent pas du nouveau plan de compétitivité que Renault veut imposer dans les usines et les bureaux. À l'unanimité, ils ont voté de se retrouver la semaine suivante.

Correspondant LO



Dans l'usine Renault – Cléon, le 12 octobre.

## CGI – Bordeaux : la radinerie du patron fait réagir

CGI est un groupe canadien spécialisé dans l'informatique qui compte plus de 70 000 salariés dans le monde. En 2020, en pleine pandémie, il a réalisé un bénéfice de 720 millions d'euros, dont 100 en France pour 12 000 travailleurs.

Ces bénéfices ont été réalisés par l'exploitation accrue des travailleurs, et à l'aide des RCC (rupture conventionnelle collective), de vols de RTT et de congés payés, de télétravail quasiment pas indemnisé... Les salaires ont été pour ainsi dire gelés en 2020. Et, alors

que la direction annonce une année exceptionnelle en 2021 et des bénéfices record, elle n'envisage qu'une augmentation des salaires de 2,7%. Comme les augmentations sont individuelles, bien des salariés ne verront rien venir.

Cette annonce a été

perçue comme une nouvelle provocation et certains travailleurs ont décidé de réagir. Sur le site de Bordeaux, qui compte 800 salariés, cela a commencé par des pauses collectives l'après-midi, consacrées à des discussions sur l'augmentation des prix et la nécessité d'exiger une augmentation des salaires. Au fil des jours, le montant de 350 euros net par mois pour tous s'est imposé. Pour faire connaître cette revendication à l'ensemble des

collègues, ceux qui se réunissaient ont décidé d'un débrayage, fait assez inhabituel à CGI!

Le 9 septembre, ce débrayage, avec rassemblement et distribution de tracts pendant une heure à l'embauche, a réuni une vingtaine de salariés et a permis de vérifier l'assentiment de la majorité à la revendication sur les salaires. Les participants ont décidé de s'appuyer sur la journée de grève du 5 octobre pour

remettre ça et ce jour-là, en multipliant les discussions avec les collègues, ils ont été encore plus nombreux. Une dizaine d'entre eux ont rejoint la manifestation avec drapeaux et pancartes.

Ce n'est qu'un début. L'agitation continue à CGI pour convaincre un maximum de travailleurs de la nécessité de faire grève pour imposer les 350 euros net d'augmentation pour tous.

Correspondant LO

## Mayenne : mobilisation massive pour l'hôpital public

**Samedi 9 octobre à Mayenne, 4 000 personnes ont défilé pour protester contre la fermeture programmée du service de chirurgie de leur hôpital, le Centre hospitalier du Nord-Mayenne (CHNM).**

Dans cette petite ville de 12 000 habitants du nord de la Mayenne, la population n'accepte pas le projet de l'Agence régionale de santé (ARS), qui veut mutualiser le service de chirurgie de Mayenne avec le même service du Centre hospitalier de Laval, en fait le fermer. Cette mutualisation obligerait les habitants du nord du département à faire 30 à 50 kilomètres supplémentaires pour se faire opérer à Laval. Dans un territoire frappé par la désertification médicale, où les travailleurs peinent à trouver un médecin traitant et font déjà de longs trajets pour

consulter des spécialistes, cette fermeture indigné tout le monde, à juste titre.

En 2016, devant une menace de fermeture de la maternité, la population de tout le nord du département s'était fortement mobilisée, avec succès : le projet est aujourd'hui au fond d'un tiroir. C'est notamment en mettant sur pied une association, Audace 53, que la population avait réussi à contrecarrer l'attaque. Toujours active et vigilante, forte de milliers d'adhérents parmi lesquels des travailleurs du centre hospitalier, celle-ci appelle à descendre dans la rue chaque fois qu'une

menace plane sur l'hôpital, et les adhérents répondent toujours en nombre.

Le 26 juin, suite à un rassemblement de plus de 2 000 personnes, l'ARS avait annoncé qu'elle repoussait de trois mois le projet de mutualisation des services de chirurgie. Finalement, confrontée à une nouvelle manifestation deux fois plus nombreuse, l'ARS a encore repoussé de trois mois la discussion de ce projet. C'est une première victoire, mais les manifestants savent qu'il leur faudra de nouveau descendre dans la rue pour repousser les projets de démantèlement. Ils y sont prêts et sauront se refaire entendre pour faire reculer l'ARS.

**Correspondant LO**



## Site Arkema – Pierre-Bénite : treize travailleurs jetés à la rue

**Les travailleurs de Kemira, installés sur le site Arkema de Pierre-Bénite, dans la banlieue lyonnaise, ont appris vendredi 1<sup>er</sup> octobre la décision de leur patron de fermer cette unité de production.**

Les installations, spécialisées dans la fabrication de produits de traitements des eaux, avaient été vendues en 2007 par Arkema, qui ne les trouvait pas assez rentables et n'était surtout pas intéressé par cette production, marginale pour lui. La décision de Kemira, qui

réduit au chômage les treize travailleurs de l'usine, a provoqué la colère, autant par sa brutalité que par ses conditions, avec des indemnités de licenciement au minimum légal.

Jeudi 7 octobre, ils ont tous fait grève et se sont adressés aux travailleurs

d'Arkema du site. Les discussions et les marques de sympathie ont été nombreuses, ce qui les a confortés dans leur volonté de s'opposer à ce mauvais coup. Ils réclament une augmentation substantielle des indemnités de licenciement, mais surtout en priorité leur reclassement chez Arkema ou sur un autre site de la vallée de la chimie. Perdre son emploi aujourd'hui, de plus avec une famille à nourrir, c'est souvent se retrouver dans la précarité ou retrouver un emploi avec un salaire la plupart du temps bien inférieur.

La grève du 7 octobre a permis d'obtenir une augmentation, insuffisante, de la prime de licenciement. C'est un encouragement à continuer. D'autres actions et rassemblements sont prévus dans les jours suivants.

**Correspondant LO**



## Hôpital psychiatrique Fleury-les-Aubrais : menaces inacceptables

Comme dans tous les établissements hospitaliers, le personnel de l'hôpital psychiatrique Daumezon de Fleury-les-Aubrais, dans la banlieue d'Orléans, a reçu il y a quelques semaines un courrier menaçant d'une suspension de salaire ceux qui n'auraient pas de passe sanitaire.

Les travailleurs les plus précaires, notamment les ASH (agents de service hospitalier) chargés du nettoyage, verraient même leur contrat suspendu définitivement faute de présentation du passe. Tous ont en mémoire l'époque où on leur avait demandé de travailler sans masque et à effectifs réduits sous prétexte de réduire les contaminations. Les effectifs étaient insuffisants avant même la pandémie, et aujourd'hui bien des postes sont encore vacants. Dans les unités de réinsertion, les équipes sont parfois même réduites à trois, alors que le minimum prévu, déjà bien insuffisant, est

de quatre. Pour combler le manque de personnel, les soignants sont transférés d'un service à l'autre sans les formations nécessaires et au mépris de leur sécurité.

Quant aux infrastructures et aux équipements, on se croirait dans un autre temps. Dans une unité gratifiée du surnom d'unité poubelle par les soignants eux-mêmes, seulement deux chambres sont équipées de douches et de toilettes individuelles. La chambre d'isolement est équipée d'un seau pour les besoins des patients. Certaines chambres étant suroccupées, des lits de camp sont parfois installés. Ces conditions de travail déplorables, pour des salaires insuffisants, entraînent des arrêts de travail qui aggravent encore la situation.

Les menaces de sanction restent en travers de la gorge de bien des travailleurs, qu'ils aient ou non le passe sanitaire.

**Correspondant LO**

## Grenoble : enfants handicapés, familles et salariés maltraités

**À Grenoble, le 6 octobre, à l'appel des associations, plusieurs centaines de familles accompagnées de leurs enfants handicapés et des professionnels de ce secteur médico-social se sont rassemblées devant la préfecture.**

Il s'agissait de dénoncer le manque de personnel dans les établissements spécialisés qui accueillent leurs enfants.

En effet, confrontées à un effectif insuffisant, les structures en arrivent à renvoyer des enfants à la maison. Ainsi, une mère d'un enfant polyhandicapé a pu rester bloquée des journées dans sa tour HLM, l'ascenseur étant en panne, avec son enfant qui ne tient pas en place et s'automutile.

Quant aux salariés du secteur, épuisés par un travail difficile et physique, ils doivent pallier le manque de personnel et la diminution des budgets, qui se traduisent par moins de sorties ou de séances de rééducation. Les arrêts maladie sont fréquents et le turn-over des remplaçants n'arrange pas les choses car les enfants fragiles ont du mal à s'adapter.

Le recrutement de personnel qualifié reste un problème vu la faiblesse des salaires et la pénibilité de ces métiers pourtant indispensables. Par exemple,

une aide éducatrice gagne 1 500 euros net par mois, après dix ans d'ancienneté. Excepté une partie des soignants de la profession, les autres catégories de personnel telles que les éducateurs, aides-éducateurs, administratifs, certains paramédicaux ou personnel d'entretien, ont été les oubliés du Ségur de la Santé, et cette injustice ne passe pas.

Dans différents départements, ces travailleurs, soutenus par les familles, se sont déjà fait entendre par des journées de grève et de mobilisations. L'État et les institutions continuent de faire la sourde oreille d'autant qu'ils peuvent arguer des dysfonctionnements dus au manque de personnel pour inciter au maintien à domicile des enfants, une idée dont l'écho se fait de plus en plus entendre et qui est tout simplement ignoble.

La mobilisation continue et, comme l'a affirmé un parent : « Nous ne vous laisserons jamais fermer nos établissements, créés au départ par les familles. »

**Correspondant LO**

# H&M – Le Bourget : grève contre la fermeture annoncée

Depuis le jeudi 5 octobre, la majorité des 153 salariés de H&M Logistic sont en grève et bloquent l'entrée de l'entrepôt, situé au Bourget, en Seine-Saint-Denis.

Ils s'opposent à la fermeture du site décidée en juin dernier, sans date annoncée pour l'instant, et au pré-tendu plan social, qui comprend des mesures d'accompagnement inadmissibles, à commencer par des offres de reclassement occasionnant une perte de salaire jusqu'à 400 euros.

Dans cet entrepôt sont

stockés les vêtements du groupe suédois, fabriqués dans des ateliers de sous-traitants situés en Asie et en Afrique avant d'être redistribués dans les quelque 240 magasins de France. Il emploie une majorité de femmes (67%), dont certaines étaient déjà là lors de son ouverture, en 1998. Après des années passées



à porter des cartons et à pousser des marchandises, beaucoup sont usées et ont contracté des maladies professionnelles handicapantes.

Mais surtout, ce qui ne passe pas est le mépris que montre le groupe à leur égard. « On s'est sacrifiés, on a travaillé à la force de nos bras, témoigne une ouvrière, et aujourd'hui, pas de remerciement, on a l'impression d'être balancés comme ça. » Une autre,

ayant 22 ans d'ancienneté, s'indigne en faisant ce constat : « L'entreprise a eu les meilleures années de nos vies, et aucun respect de notre sueur pendant toutes ces années. » Les salariés ont à juste raison le sentiment qu'on se paye leur tête : en même temps que H&M justifie la fermeture de l'entrepôt par des raisons financières, le groupe a fait plus de 200 millions d'euros de bénéfices depuis le début de l'année

et vient d'annoncer fin septembre qu'il allait de nouveau pouvoir verser des dividendes à ses actionnaires !

Avec cette somme, il y aurait largement de quoi assurer un salaire à chacun des 153 employés, y compris jusqu'à l'âge de la retraite, sachant que les emplois sont rares, surtout lorsque l'on est âgé et cassé par le travail imposé par ces requins sans scrupules.

**Marianne Lamiral**

## Pratiques douteuses tous azimuts

Le groupe de prêt-à-porter H&M a acquis une célébrité par la multiplicité de ses points de vente dans le monde, mais aussi à cause de ses pratiques esclavagistes, principalement dans les usines de ses sous-traitants en Asie, et de ses combines douteuses pour s'enrichir.

L'effondrement du Rana Plaza en 2013 à Dacca, au Bangladesh, causant la mort de plus de 1 100 personnes, ainsi que divers incendies meurtriers ont rappelé l'état déplorable des usines textiles de ce

pays qui travaillent pour des grands groupes capitalistes, dont H&M. Il ne pouvait ignorer que les mesures de sécurité étaient inexistantes, et si H&M s'était engagé à l'époque à observer un code moral en promettant de ne se fournir qu'auprès d'entreprises respectueuses de la sécurité, aujourd'hui encore, la majorité de celles avec lesquelles il passe des marchés restent dangereuses.

Au risque quotidien d'accidents mortels s'ajoutent des conditions de travail

indignes. Ainsi, une enquête faite auprès d'ouvrières des usines d'Inde et du Cambodge, d'où sortent les vêtements d'H&M, montre les brimades qui sont leur lot, les salaires insuffisants, les licenciements lorsqu'elles sont enceintes. Les cadences sont infernales, elles ne mangent pas assez et ne peuvent pas s'arrêter pour aller aux toilettes. Cela dans une ambiance surchauffée, avec une exposition à des produits chimiques entraînant fréquemment des syncopes.

Les médias s'étant un peu trop penchés à son goût sur les usines textiles de l'Asie, H&M a étendu son réseau de sous-traitants en Afrique, notamment en Éthiopie, en partenariat avec des hommes d'affaires plus que douteux. À son palmarès s'ajoutent divers délits ou pratiques trop opaques pour être honnêtes. En Allemagne, le groupe a été condamné à une amende de 35,3 millions d'euros en 2020 pour avoir espionné ses salariés à Nuremberg et récupéré des données

confidentielles. Il est aussi un adepte de l'évasion fiscale et des montages financiers en Europe pour accroître ses bénéfices, pratique le « greenwashing », c'est-à-dire qu'il masque des pratiques polluantes sous une étiquette écologique, etc.

Et ce sont ces brigands, ou leurs semblables, qui, uniquement pour s'enrichir encore plus, s'arrogent le droit de priver de leur travail des salariés qui en ont besoin pour vivre.

**M. L.**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos**  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Audio-LO**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Pandora papers : nouvelles révélations, vieilles pratiques

Après l'affaire SwissLeaks en 2015, les Panama Papers en 2016 et les Paradise papers en 2017, voici donc les Pandora papers, nom de la nouvelle enquête d'un groupement international de journalistes (ICIJ) qui révèle comment de riches personnalités fraudent le fisc grâce à des montages financiers opaques.

Cette enquête est la neuvième du genre en dix ans. Après avoir épluché quelque 12 millions de documents ayant fuité, 600 journalistes de l'ICIJ rendent publiques les méthodes par lesquelles des chefs d'État, des dirigeants politiques, des personnalités du sport ou du show-business se débrouillent pour ne payer ni taxes ni impôts.

Parmi les personnalités épinglées, se trouvent le roi Abdallah II de Jordanie ou le Premier ministre tchèque Andrej Babis. On apprend que l'ancien ministre travailliste Tony Blair est passé par une société écran aux Îles Vierges britanniques pour s'offrir une belle propriété à Londres, en économisant 380 000 euros de frais. Dominique Strauss-Kahn, ex-directeur du FMI, ce qui en fait un bon connaisseur des rouages de la finance internationale,

a établi une société de conseil à Ras al-Khaïma, aux Émirats arabes unis. À travers sa société, Parnasse international, il n'optimise pas seulement ses finances personnelles mais encore celles des présidents du Togo, du Congo-Brazzaville, du Sénégal et d'autres encore. Parmi les noms qui sortent de l'ombre, on trouve aussi Sylvain Maillard, député macroniste de Paris qui possède des parts d'une société basée aux Seychelles. Ce grand naïf affirme « tomber de sa chaise » : il aurait laissé son meilleur ami utiliser son nom et sa signature...

Les révélations de ces Pandora papers ont de quoi révolter car elles montrent comment des dirigeants politiques qui prêchent la rigueur et l'austérité aux classes populaires et se posent en pourfendeurs de l'exil fiscal, sont les

premiers à en profiter. Mais elles ne doivent pas étonner tant l'opacité du monde des affaires et la complexité des montages financiers sont dans l'ADN du capitalisme. Scandale après scandale, les gouvernements et les institutions internationales prétendent mener la lutte contre le secret bancaire, la fraude ou l'optimisation fiscale. À chaque fois ils inventent de nouvelles lois, aussitôt contournées. Ainsi les Pandora papers révèlent aussi comment Philippe Hومان, l'avocat de Jérôme Cahuzac condamné en 2018 pour fraude fiscale, s'est installé à Dubaï d'où il pilote de multiples sociétés délocalisées dans un paradis fiscal.

Pour récupérer les milliers de milliards volés aux travailleurs par toutes les couches de la bourgeoisie en passant par de multiples canaux, on ne peut pas compter sur les lois et les États. Il faut préempter ces richesses à la source, là où elles sont produites, placer les entreprises et les banques sous le contrôle direct des travailleurs qui les font tourner.

Xavier Lachau



## 11 300 milliards, qui dit mieux ?

Le rapport dit « Pandora Papers » a été réalisé à partir de la transmission par une source anonyme de près de douze millions de documents confidentiels. Ils proviennent de quatorze cabinets spécialisés dans la création de sociétés fictives dans les paradis fiscaux. Il met en cause plus de 300 politiciens et de hauts fonctionnaires, dont 35 anciens ou actuels chefs d'État. Il concerne aussi, même si les médias en parlent assez peu, plus de 130 capitalistes milliardaires issus de 45 pays différents.

D'après cette même enquête, le total des fonds placés dans les paradis fiscaux, de façon légale ou illégale, aurait atteint la somme pharamineuse de

11 300 milliards de dollars en 2019, soit près de quatre fois le produit intérieur brut (PIB) de la France ! Ce n'est pas une surprise car tous les grands trusts industriels et bancaires ont des filiales dans ces pays, où l'impôt sur les bénéficiaires est dérisoire, afin d'y transférer l'essentiel de leurs profits. Résultat : les 40 plus grandes sociétés cotées en bourse en France paient en moyenne moins de 8 % d'impôts sur les bénéficiaires, alors que le taux officiel est de 26,5 % !

Les dirigeants de ces grands groupes prétextent que cela n'est pas illégal. Peut-être, mais cela veut surtout dire que les lois sont faites pour eux.

Arnaud Louvet

## Sommet France-Afrique : une nouvelle recette déjà rance

Vendredi 8 octobre, à Montpellier, Emmanuel Macron a réuni un sommet France-Afrique qui se voulait différent des précédents : pour preuve, le sommet prend le nom d'Afrique-France. Et au lieu de convier, comme c'est le cas depuis 1973, les chefs d'État africains ainsi que des entreprises françaises et africaines, il a invité des « membres de la société civile. »

Les invités étaient en particulier des jeunes triés sur le volet pour donner l'impression de porter la contradiction. Mais si Macron n'a pas invité les dictateurs africains, les entreprises françaises étaient bien présentes pour défendre leur mainmise sur le continent.

La première raison invoquée par le gouvernement pour justifier ce changement est « d'écouter la parole de la jeunesse africaine ». D'après lui, cet événement « mettra en relation les acteurs essentiels de la relation [entre l'Afrique et la France] dans les dix et vingt ans qui viennent ». En fait, à un an de la présidentielle, Macron ne tenait pas à se montrer aux côtés de dictateurs africains, tels Ali Bongo, président du Gabon fils d'Omar Bongo, Paul Biya, président du Cameroun depuis 1982, Alassane Ouattara qui avait

promis de céder la main et qui en est à son troisième mandat. Il voulait éviter la photo aux côtés des militaires putschistes maliens ou tchadiens.

Macron a voulu faire semblant de débattre avec des jeunes qui certes lui reprochaient la colonisation, mais entre gens de bonne compagnie, dans une atmosphère feutrée, où les jeunes Africains se faisaient applaudir au même titre que le président français. Si des critiques ont été émises, au fond, l'impérialisme français n'a jamais été remis en question ni la manière dont il met en coupe réglée une partie du continent africain pour le plus grand profit des Bouygues et des Bolloré. Car au-delà d'un simple problème d'image, le gouvernement français fait face à un véritable problème en Afrique, dans ce qu'il considère comme son

pré carré conservé après la décolonisation. L'impérialisme français, de plus en plus concurrencé dans ses anciennes colonies, ne doit plus seulement affronter les États-Unis ou le Royaume-Uni : aujourd'hui, c'est la Chine qui vient disputer les marchés aux entreprises françaises en RDC.

Même sa puissance militaire est contestée. Alors que la France annonce un retrait partiel de ses troupes du Mali, le Premier ministre malien, fraîchement nommé par les militaires putschistes, se tourne aussitôt vers la Russie et ses réseaux paramilitaires, la société Wagner. Les dirigeants maliens veulent montrer qu'ils sont prêts à faire appel à d'autres puissances pour assurer leur protection.

Le gouvernement français veut aussi multiplier ses interlocuteurs. Il s'adresse y compris aux opposants de ces dictatures dans le but de s'assurer une relève éventuelle. Mais au fond, c'est bien faire semblant de changer pour que rien ne change.

Aline Urbain

## Arrestations, le vrai message de Macron aux Africains

Alors que Macron voulait afficher l'image d'un président éclairé lors du sommet Afrique-France, sa police montrait le vrai visage de sa politique.

À Montpellier, des associations avaient organisé un contre-sommet, invitant entre autres des sans-papiers, dont la venue avait été annoncée à la préfecture, afin de les protéger. Cette dernière s'est empressée de dépêcher des policiers à la gare et un groupe de huit sans-papiers a été arrêté. Sur les huit, six ont été relâchés, dont cinq avec des obligations de quitter le territoire (OQTF), deux ont été envoyés en centre de rétention.

Ces arrestations sont tout un symbole. Alors que Macron fait semblant de débattre avec la société civile et dit préférer la démocratie, il affirme très clairement que la frontière avec l'Afrique restera fermée. Elle sera ouverte aux entreprises françaises, aux bourgeois africains, mais fermée aux immigrés, aux pauvres de ces pays pillés par l'impérialisme français. Qu'on se le tienne pour dit, voilà le message.

A. U.

